



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAINE-ET-LOIRE

RECUEIL SPECIAL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE

N° 37 DU 3 JUIN 2015

Le contenu du recueil peut être consulté, conformément au sommaire, à l'accueil de la préfecture site Saint Aubin, ainsi que sur le site internet de la préfecture www.maine-et-loire.pref.gouv.fr rubrique Publications.

Les documents et plans annexés peuvent être consultés auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée.

SERVICE DES RESSOURCES ET DE LA LOGISTIQUE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE ET DE DIFFUSION

Le Préfet de Maine et Loire certifie que :

Le sommaire du recueil spécial des actes administratifs de la préfecture du 3 JUIN 2015 a été affiché ce jour ; le texte intégral a été mis en ligne ce jour sur le site internet de la préfecture :

www.maine-et-loire.pref.gouv.fr.

A Angers, le 3 JUIN 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Service



signé : Danielle BLANDEL

Le contenu du recueil peut être consulté, conformément au sommaire, sur le site internet de la préfecture www.maine-et-loire.pref.gouv.fr rubrique Publications.

RAA spécial N° 37 du 3 JUIN 2015

SOMMAIRE

I - ARRETES

PREFECTURE

Cabinet

- Arrêté BCAB n°2015-173 du 29 mai 2015 nommant M. Bernard BERNIER, maire honoraire

Direction de la réglementation et des collectivités locales

- Arrêté n°2015-375 du 1^{er} juin 2015 portant approbation des statuts du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Segréen

Direction de l'interministérialité et du développement durable

- Arrêté DIDD/BUP/2015 n°105 du 5 mai 2015 portant regroupement des demandes d'autorisations temporaires de prélèvements d'eau sur les cours d'eau du bassin versant de l'Authion, leur nappe d'accompagnement, les plans d'eau et les eaux souterraines en dehors du périmètre de la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) du Cénomaniens – autorisations temporaires pour l'année 2015

- Arrêté DIDD/BDE n°2015/134 du 2 juin 2015 autorisant la chambre d'agriculture à contracter un emprunt

Sous-Préfecture de Saumur

- Arrêté SPSaumur/INTERCO/2015/004 du 1^{er} juin 2015 portant modification des statuts de la communauté de communes Loire-Longué

ARS

- Arrêté n° ARS-PDL/DAS/325/2015/49 du 29 mai 2015 portant modification de la composition du conseil de surveillance du centre hospitalier de Saumur

- Arrêté n° ARS-PDL/DAS/326/2015/49 du 1^{er} juin 2015 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier CESAME de Ste-Gemmes-sur-Loire

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

- Arrêté SRGC/IICSR 2015-013 du 3 juin 2015 portant réglementation de la circulation dans le cadre des travaux de protection anticorrosion des poutrelles du PS 6.1 de l'échangeur 19 de Trélazé sur l'A87N

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

- Arrêté DDCS/PESS-MC-2015-0008 du 11 mai 2015 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif – Promotion du 14 juillet 2015

- Arrêté DDCS/PESS-MC-2015-0009 du 11 mai 2015 portant attribution de la lettre de félicitations de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif – Promotion du 14 juillet 2015

CONSEIL DEPARTEMENTAL

- Arrêté n°2015-02-MDA/MDPH du 20 mai 2015 portant nomination des membres de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) – modificatif n°2

II - AUTRES

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE A CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI – UT DIRECCTE 49

- Récépissé n°SAP/2015/007 du 28 avril 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/521184838 concernant BRIOLLAY JARDINS SERVICES à Briollay
- Récépissé n°SAP/2015/008 du 30 avril 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/530862473 concernant GRIFFON RONAN à Gesté
- Récépissé n°SAP/2015/009 du 5 mai 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/521867234 concernant SCS MULTISERVICES à Sermaise
- Récépissé n°SAP/2015/010 du 5 mai 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/521272047 concernant SAMUEL PINEAU SERVICES à Maulévrier
- Récépissé n°SAP/2015/011 du 7 mai 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/808779938 concernant GOLEBIOWSKI TOM à Cholet
- Récépissé n°SAP/2015/012 du 18 mai 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/811158617 concernant AS DOMICILE SERVICE à Cholet
- Récépissé n°SAP/2015/013 du 22 mai 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/793098799 concernant PASSIFLORA à Montreuil-Juigné
- Récépissé n°SAP/2015/014 du 22 mai 2015 de déclaration d'un organisme de service à la personne n° SAP/532643707 concernant PRESTACOURS à Angers

I - ARRETES



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

BCAB n° 2015-173

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU l'article L 3123-30 du code général des collectivités territoriales ;

VU la demande formulée par Monsieur Jean-Luc DAVY, Président de l'Association des Maires et Présidents de Communautés de Maine-et-Loire, le 21 mai 2015 ;

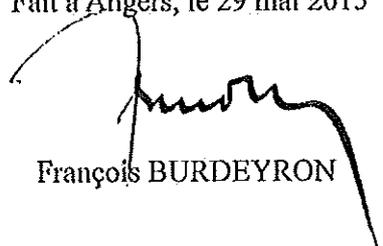
SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Bernard BERNIER, ancien maire de la commune de TANCOIGNÉ, est nommé maire honoraire.

Article 2 – Le Sous-Préfet de l'arrondissement de SAUMUR est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Angers, le 29 mai 2015


François BURDEYRON



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Préfecture

Direction de la réglementation
et des collectivités locales
Bureau des collectivités locales

Statuts du syndicat mixte
du Pôle d'équilibre
territorial et rural du Segréen

arrêté n° 2015-375

ARRÊTÉ

Le Préfet de Maine-et-Loire,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5111-1, L. 5711-1, L. 5741-1 à L. 5741-5 ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 79 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014343-0005 du 9 décembre 2014 prononçant la transformation du syndicat mixte du Pays Segréen en Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) ;

Vu la délibération du comité syndical, en date du 21 janvier 2015, au terme de laquelle ont été adoptés les statuts du Pôle d'équilibre territorial et rural ;

Vu les délibérations de la communauté de communes du Haut Anjou (délibération du 19 février 2015), de la communauté de communes de la région de Pouancé Combrée (3 mars 2015), de la communauté de communes du canton de Segré (délibération du 5 mars 2015), de la communauté candéenne de coopérations communales (délibération du 24 mars 2015), de la communauté de communes Ouest Anjou (délibération du 26 mars 2015) et de la communauté de communes de la région du Lion d'Angers (21 mai 2015) approuvant les statuts du PETR ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE :

Article 1 : Sont approuvés les statuts du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Segréen, ci-annexés et faisant partie intégrante du présent arrêté.

Article 2 : La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Segré, le directeur départemental des finances publiques, le président du PETR du Segréen et les président(e)s des communautés de communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de préfecture de Maine-et-Loire.

Fait à Angers, le 21 JUIN 2015

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture,



Élodie DEGIOVANNI

21 JUIN 2015

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire administratif,



Christophe THARREAU

Pôle d'équilibre territorial et rural du Segréen

Statuts Janvier 2015

TITRE 1 -- Constitution - Objet - Siège social - Durée

Article 1^{er} : Constitution et dénomination

Conformément aux dispositions des articles L. 5741-1 à L. 5741-5 du Code général des collectivités territoriales, notamment de l'article L. 5741-5, III, et aux dispositions auxquelles ces articles renvoient et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, par accord entre les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre désignés ci-dessous résultant des délibérations concordantes de leurs organes respectifs approuvant les présents statuts, un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) dénommé « Anjou bleu, Pays Segréen » (ci-dessous désigné « PETR »).

La création du PETR est approuvée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département en date du 9 décembre 2014.

Adhèrent à ce seul PETR, au sein du périmètre d'un seul tenant et sans enclave que constitue l'Anjou bleu, Pays Segréen, les EPCI à fiscalité propre suivants :

- La communauté candéenne de coopérations communales ;
- La communauté de communes du Haut-Anjou ;
- La communauté de communes de la région du Lion d'Angers ;
- La communauté de communes Ouest-Anjou ;
- La communauté de communes de la région de Pouancé-Combrée ;
- La communauté de communes du canton de Segré.

Article 2 : Objet

Conformément aux dispositions des articles L. 5711-1, L.5711-2 et L.5711-3 du Code général des collectivités territoriales applicables aux syndicats mixtes dont les PETR constituent une catégorie juridique particulière, le PETR est constitué en vue d'œuvres ou de services d'intérêt intercommunautaire.

Le PETR a pour objet de favoriser un développement économique, social et culturel équilibré et durable de l'Anjou bleu, Pays Segréen au profit notamment de tous ses habitants, dans le respect de l'identité et de l'unité de ce territoire.

Dans cette perspective, il a vocation à fédérer les acteurs territoriaux autour des politiques, programmes ou projets initiés par l'Union européenne, l'Etat, les collectivités territoriales, les EPCI ou d'autres partenaires publics ou privés.

Le PETR participe à la mise en œuvre de ces politiques, programmes ou projets.

Projet de territoire

Ainsi que le précise l'article L.5741-2, I du Code général des collectivités territoriales :

« Dans les douze mois suivant sa mise en place, le pôle d'équilibre territorial et rural élabore un projet de territoire pour le compte et en partenariat avec les établissements publics de coopération intercommunale qui le composent.

Sur décision du comité syndical du pôle, les conseils généraux [conseils départementaux] et les conseils régionaux intéressés peuvent être associés à l'élaboration du projet de territoire.

Le projet de territoire définit les conditions du développement économique, écologique, culturel et social dans le périmètre du pôle d'équilibre territorial et rural. Il précise les actions en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace et de promotion de la transition écologique qui sont conduites par les établissements publics de coopération intercommunale ou, en leur nom et pour leur compte, par le pôle d'équilibre territorial et rural. Il doit être compatible avec les schémas de cohérence territoriale applicables dans le périmètre du pôle. Il peut comporter des dispositions relatives à toute autre question d'intérêt territorial.

[...]

Le projet de territoire est soumis pour avis à la conférence des maires et au conseil de développement territorial et approuvé par les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui composent le pôle d'équilibre territorial et rural, et, le cas échéant, par les conseils généraux [conseils départementaux] et les conseils régionaux ayant été associés à son élaboration.

Sa mise en œuvre fait l'objet d'un rapport annuel adressé à la conférence des maires, au conseil de développement territorial, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du pôle et aux conseils généraux [conseils départementaux] et conseils régionaux ayant été associés à son élaboration.

Il est révisé, dans les mêmes conditions, dans les douze mois suivant le renouvellement général des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunales à fiscalité propre qui le composent. »

Article 3 : Compétences

Le PETR exerce les compétences suivantes :

1- Compétences générales

Le PETR exerce pour l'ensemble des communautés de communes membres les compétences suivantes :

A. Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) : élaboration, approbation, mise en œuvre, suivi et révision.

B. Réflexion, animation, coordination et mise en œuvre des opérations structurantes d'intérêt collectif à l'échelle du pôle.

Le PETR exerce les activités d'études, d'animation et de coordination nécessaires à la mise en œuvre des projets économiques, sociaux, environnementaux, culturels et touristiques d'intérêt collectif à l'échelle du Pôle.

Le PETR a plus particulièrement vocation à :

- Conduire des réflexions et mener des études à l'échelle du Pôle ;
- Assurer l'ingénierie des projets reconnus d'intérêt à l'échelle du Pôle ;
- Coordonner la politique de communication du Pôle.

Il collecte les contributions locales et subventions publiques relatives à l'animation et à l'ingénierie du Pôle.

En lien avec les EPCI adhérents, le PETR élabore, signe, assure le suivi et l'évaluation des contractualisations d'intérêt supra communautaire.

Ainsi que le précise l'article L.5741-3, II du Code général des collectivités territoriales :

« Le pôle d'équilibre territorial et rural peut constituer le cadre de contractualisation infrarégionale et infra départementale des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires. »

C. École de Musique: animation de l'École de Musique de l'Anjou Bleu

Animation des antennes de l'école de musique situées dans le périmètre du PETR.

L'École de Musique de l'Anjou bleu contribue à assurer un enseignement musical égal en tous points du territoire.

Le PETR assure l'enseignement musical au sein des antennes de l'école de musique de l'Anjou bleu. A ce titre, il prend en charge les dépenses concernant :

- L'enseignement : recrutement des enseignants, gestion des inscriptions, organisation des cours, mise en œuvre des moyens matériels nécessaires à l'animation de l'École de musique ;
- L'acquisition et l'entretien des instruments et matériels nécessaires à l'exercice de la compétence.

D. Mine Bleue : toutes opérations d'investissement et de fonctionnement.

La Mine Bleue constitue l'équipement structurant à partir duquel doit s'opérer le développement touristique du Pays Segréen.

E. Centre local d'information et de coordination (CLIC) : gestion du « CLIC de l'Anjou bleu ».

Le CLIC doit permettre d'apporter une information et un accompagnement aux personnes de plus de 60 ans du territoire et à leur entourage.

F. Actions de promotion et de développement touristique de dimension intercommunautaire.

Cette compétence a permis la mise en place d'une taxe de séjour sur le territoire du PETR.

2- Compétences optionnelles ou « à la carte » :

Conformément aux articles L 5711-1 et L 5212-16 du CGCT, les syndicats mixtes peuvent être érigés en syndicats à la carte et exercer des compétences pour le compte des seuls membres qui ont procédé à un transfert à leur profit.

Dans ce cadre, le PETR exerce la compétence suivante : **Tourisme : création et gestion d'un office de tourisme intercommunautaire pour les EPCI qui lui ont transféré leur compétence.**

3- Conventions de prestations de services :

En vertu de l'article R.410-5 du Code de l'urbanisme, le PETR est habilité à intervenir en tant que prestataire de service pour l'instruction du droit des sols pour le compte des communes du périmètre du Pôle.

Des conventions seront établies entre les collectivités compétentes et le PETR, qui fixeront notamment les modalités de financement du service. Ces conventions pourront être tripartites entre les communes, les EPCI et le PETR.

Article 4 : Sièges sociaux

Le siège social du PETR est fixé à la Maison de Pays – Route d'Aviré à Segré (49).

Article 5 : Durée

Le PETR est créé pour une durée illimitée.

TITRE 2 – Administration et fonctionnement du PETR

Article 6 : Composition du Comité syndical

Conformément aux dispositions de l'article L. 5741-1, II du Code général des collectivités territoriales et à la décision institutive du présent PETR, celui-ci est administré par un Comité syndical composé de 47 délégués qui assurent la représentation des membres de ce PETR selon la répartition suivante tenant compte du poids démographique de chaque EPCI concerné :

| Etablissements Publics de Coopération Intercommunale | Nombre de délégués |
|--|--------------------|
| Communauté de communes du canton de Segré | 12 |
| Communauté de communes de la région du Lion d'Angers | 9 |
| Communauté de communes de la région de Pouancé-Combrée | 7 |
| Communauté de communes du Haut-Anjou | 7 |
| Communauté de communes Ouest-Anjou | 7 |
| Communauté candéenne de coopérations communales | 5 |
| TOTAL | 47 |

Le mandat des délégués appelés à siéger au Comité syndical est lié à celui des assemblées délibérantes des membres du PÉTR les ayant désignés. Ce mandat expire lors de l'installation du Comité syndical suivant le renouvellement des assemblées délibérantes des membres du PÉTR.

Article 7 : Organisation et fonctionnement du Comité syndical

Le Comité syndical se réunit sur convocation du Président du PÉTR au moins deux fois par an au siège du PÉTR ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes du périmètre du Pôle.

Le Comité syndical est également réuni à la demande :

- Du Bureau ;
- Ou du tiers des délégués du Comité syndical sur un ordre du jour déterminé. Un délégué ne peut demander plus d'une demande de réunion par semestre.

Les séances du Comité syndical sont publiques. Sur la demande de cinq membres ou du Président, le Comité peut décider sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Cinq jours au moins avant la réunion du Comité syndical, le Président adresse aux délégués un rapport sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.

Les délibérations du Comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le Comité syndical ne peut délibérer valablement que si la moitié plus un des délégués sont présents ou représentés.

En cas d'impossibilité de délibérer valablement par défaut de quorum, une nouvelle réunion du Comité syndical est convoquée par le Président dans un délai de cinq jours francs suivant la date de la première réunion : le Comité syndical peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

Pour la compétence à la carte, ne peuvent prendre part au vote que les délégués représentant les communes concernées par la délibération.

Article 8 : Attributions du comité syndical

Le Comité syndical prend, par voie de délibérations, toutes décisions relatives aux affaires relevant de ses attributions.

Le Comité syndical exerce notamment les attributions suivantes :

- Il délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises et qui intéressent le fonctionnement du PÉTR ;
- Il vote le budget et le compte administratif ;
- Il autorise le Président à intenter et soutenir toute action contentieuse et accepter toute transaction ;
- Il délibère sur les modifications à apporter aux statuts ;
- Il délibère sur l'adhésion de nouveaux membres et sur le retrait des membres du PÉTR.

Le Comité syndical peut déléguer, par délibération, certaines de ses attributions au Bureau, exception faite du vote du budget, de l'approbation des comptes et de la modification des statuts. Il peut créer des commissions permanentes ou provisoires. Leur nombre, leur composition et leur objet sont fixés par le règlement intérieur. Elles sont l'occasion notamment d'associer le Conseil de développement territorial aux travaux du PETR.

Article 9 : Règlement intérieur

Le Comité syndical établit un règlement intérieur qui précise les modalités d'application des présents statuts dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10 : Composition du Bureau

Le comité syndical élit un bureau composé de 12 membres titulaires qui comprend, outre le Président, un nombre de Vice-présidents qui est déterminé librement par l'organe délibérant suivant l'article L.5211-10 du Code général de collectivités territoriales.

Peuvent également être invités à assister aux réunions du Bureau :

- Les conseillers départementaux et régionaux du territoire ;
- Le Président du Conseil de développement.

Les vice-présidents et membres du bureau continuent leurs fonctions jusqu'à l'installation du nouveau comité syndical.

Les membres du Bureau sont élus successivement à la majorité absolue des suffrages exprimés au sein du Comité syndical pour les deux premiers tours et à la majorité relative des suffrages exprimés au troisième tour.

Il est procédé immédiatement et selon les mêmes règles au remplacement de tout membre du Bureau dont le poste viendrait à être vacant pour quelque cause que ce soit.

L'élection du Bureau est présidée par le doyen d'âge, le secrétariat en étant assuré par le benjamin.

Article 11 : Fonctionnement et attribution du Bureau

Le Bureau se réunit sur convocation du Président du PETR.

Il prépare les décisions du Comité syndical. Lors de chaque réunion du Comité syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau.

Article 12 : Président du PETR

Conformément aux dispositions des articles L.5711-14, L.5211-2 et L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales, le Président du PETR est élu par le Comité syndical parmi ses membres au scrutin secret, à la majorité absolue jusqu'au renouvellement municipal suivant.

Le Président est l'organe exécutif du PETR, il prépare et exécute les délibérations du Comité syndical. Il préside le Comité syndical et le Bureau.

Sauf en cas de scrutin secret, sa voix est prépondérante en cas d'égalité des votes.

En cas d'absence, le Président est remplacé dans ses fonctions par un Vice-président choisi dans l'ordre de nomination. Si celui-ci est également absent, il est remplacé par un autre Vice-président toujours choisi dans l'ordre de nomination.

Il peut, en outre, par délégation du comité syndical, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, de certaines attributions précisément définies, dans les conditions prévues par l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Le Président continue l'exercice de ses fonctions jusqu'à l'installation de son successeur.

Article 13 : Conférence des maires

Comme le précise l'article L.5741-1, III du Code général des collectivités territoriales :

« Une conférence des maires réunit les maires des communes situées dans le périmètre du pôle d'équilibre territorial et rural. Chaque maire peut se faire suppléer par un conseiller municipal désigné à cet effet.

La conférence est notamment consultée lors de l'élaboration, la modification et la révision du projet de territoire. Elle se réunit au moins une fois par an. »

Article 14 : Conseil de développement territorial

Comme le précise l'article L.5741-1, III du Code général des collectivités territoriales :

« Un conseil de développement territorial réunit les représentants des acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs du pôle d'équilibre territorial et rural.

Il est consulté sur les principales orientations du Comité syndical du pôle et peut donner son avis ou être consulté sur toute question d'intérêt territorial. Le rapport annuel établi par le conseil de développement fait l'objet d'un débat devant le conseil syndical du pôle d'équilibre territorial et rural.

Les modalités de fonctionnement du conseil de développement sont déterminées par les statuts du pôle d'équilibre territorial et rural. »

Le Conseil de développement territorial dispose d'un rôle consultatif et ses propositions d'orientations, rendues sous forme d'avis, ne lient pas les décisions du Comité syndical. Il peut s'auto-saisir ou être consulté par le Président ou le Comité syndical.

Le Conseil de développement territorial du PETR « Anjou bleu, Pays Segréen » est constitué sous la forme d'une association loi 1901.

Article 15 : Convention territoriale

Ainsi que le précise l'article L.5741-2, II du Code général des collectivités territoriales :

« Pour la mise en œuvre du projet de territoire, le pôle d'équilibre territorial et rural, d'une part, les établissements publics de coopération intercommunales à fiscalité propre qui composent le pôle et, le cas échéant, les conseils généraux [conseils départementaux] et les conseils régionaux ayant été associés à son élaboration, d'autre part, concluent une convention territoriale déterminant les missions déléguées au pôle d'équilibre territorial et rural par les établissements publics de coopération intercommunale et par les conseils généraux [conseils départementaux] et les conseils régionaux pour être exercées en leur nom.

La convention fixe la durée et les conditions financières de la délégation ainsi que les conditions dans lesquelles les services des établissements publics de coopération intercommunale, des conseils généraux [conseils départementaux] et des conseils régionaux sont mis à la disposition du pôle d'équilibre territorial et rural. »

Article 16 : Services unifiés

Ainsi que le précise l'article L.5741-2, III du Code général des collectivités territoriales :

« Le pôle d'équilibre territorial et rural et les établissements publics de coopération intercommunale qui le composent peuvent se doter de services unifiés dans les conditions prévues à l'article L.5111-1-1 du présent code. Le pôle d'équilibre territorial et rural présente, dans le cadre de son rapport annuel sur l'exécution du projet de territoire, un volet portant sur l'intégration fonctionnelle et les perspectives de mutualisation entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent. »

TITRE 3 – Dispositions financières et comptables

Article 17 : Budget du PETR

Les dépenses du PETR correspondent à la mise en œuvre de ses attributions décrites à l'article 3 ci-dessus ainsi qu'à son fonctionnement.

Les recettes du PETR comprennent notamment :

- Les contributions des membres adhérents au fonctionnement du PETR qui sont calculées selon les modalités décrites à l'article suivant,
- Les subventions obtenues par voie de convention auprès de l'union européenne, de l'Etat, de la Région Pays de Loire, du Département de Maine-et-Loire et de tous autres partenaires publics ou privés pour la réalisation des projets d'intérêt intercommunautaire mentionnés à l'article 3 ci-dessus,
- La rémunération des services rendus aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi qu'à toutes autres personnes publiques, à des associations ou à des particuliers dans le cadre de ses attributions,
- Les produits, taxes et redevances correspondants aux services assurés par le PETR,
- Le produit des emprunts qu'il contracte,
- Le produit des dons et legs dont il bénéficie,
- Les revenus de ses biens meubles ou immeubles.

Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le Trésorier de Segré.

Article 18 : Contribution financière annuelle des membres adhérents au fonctionnement du PETR

D'une manière générale, les contributions des communautés de communes aux charges de fonctionnement du Syndicat du Pays Segréen sont basées sur la population DGF année N-1. Conformément aux dispositions de l'article L.5212-20 du Code général des collectivités territoriales, ces contributions des membres sont obligatoires pendant la durée du PETR et dans la limite des nécessités du service telles que les décisions du PETR l'ont déterminée.

Article 19 : Retrait du PETR

Des membres adhérents du PETR peuvent être admis par le représentant de l'Etat dans le département à se retirer du PETR.

En ce cas, la procédure suivie est celle de l'article L.5211-19 du Code général des collectivités territoriales. Ce retrait suppose l'accord du Comité syndical exprimé à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Article 20 : Dissolution du PETR

La dissolution du PETR intervient conformément aux articles L.5711-1 et L.5212-33 du Code général des collectivités territoriales.

Actif et passif du PETR sont alors liquidés dans le respect des règles fixées à l'article L.5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales.



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE
DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau de l'utilité publique**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES DE MAINE-ET-LOIRE
Service Eau Environnement Forêt
Unité protection et police de l'eau**

Arrêté DIDD/BUP/2015 n° 105

Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire

Regroupement des demandes d'autorisations temporaires de prélèvements d'eau sur les cours d'eau du bassin versant de l'Authion, leur nappe d'accompagnement, les plans d'eau et les eaux souterraines en dehors du périmètre de la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) du Cénomaniens.

Autorisations temporaires pour l'année 2015

ARRETE

**Le Préfet de Maine-et-Loire
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R 214-23 et R 214-24 ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2009 du préfet de la région Centre, préfet du Loiret, préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014139-0002 du 19 mai 2014 de préservation de la ressource en eau dans le département de Maine-et-Loire en période d'étiage ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014357-0011 du 23 décembre 2014 portant sur le regroupement des demandes d'autorisations temporaires de prélèvements d'eau sur les cours d'eau du bassin versant de l'Authion, leur nappe d'accompagnement, les plans d'eau et les eaux souterraines en dehors du périmètre de la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) du Cénomaniens et désignant comme mandataire la Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire ;

Vu la demande en date du 26 février 2015 de la Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa réunion du 26 mars 2015 ;

Vu la notification au pétitionnaire du projet d'arrêté en date du 27 mars 2015 ;

Vu le courrier du 7 avril 2015 par lequel le pétitionnaire indique que le projet d'arrêté susvisé n'appelle pas d'observation particulière ;

Sur la proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er}

Chaque pétitionnaire figurant dans le tableau annexé au présent arrêté est autorisé :

- à établir une installation temporaire permettant le prélèvement d'eau à partir des ressources suivantes :
 - l'ensemble des cours d'eau du bassin versant de l'Authion, y compris les cours d'eau, affluents ou canaux réalimentés par l'Entente Interdépartementale Authion à partir des 3 stations de prélèvements en Loire de Saint-Patrice (37), Varennes-sur-Loire et Saint-Martin-de-la-Place (49) et de la retenue des Mousseaux à Rillé (37) ;
 - les nappes d'accompagnement des cours d'eau susmentionnés,
 - les eaux souterraines en dehors du périmètre de la ZRE du Cénomaniens,
 - les plans d'eau.
- à effectuer un prélèvement temporaire d'eau au moyen de la dite installation dans les conditions et selon les caractéristiques du ou des pompages précisées dans ce tableau.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté, jusqu'au 30 septembre 2015 inclus, sous réserve du respect des conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2014357-0011 du 23 décembre 2014 relatif au regroupement des demandes d'autorisations temporaires susvisé.

Article 2

L'ouvrage ou l'installation ne devra pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues et devra être aménagé de manière à ne pas constituer d'obstacle à la libre circulation des poissons.

Aucun barrage permanent ou temporaire, notamment destiné à surélever le niveau de l'eau, ne pourra être aménagé dans le lit mineur du cours d'eau sans obtention, le cas échéant, de l'autorisation requise pour la réalisation de tels aménagements.

Article 3

Pendant la période de l'autorisation fixée à l'article 4 de l'arrêté n° 2014357-0011 du 23 décembre 2014 susvisé, le cumul des autorisations temporaires accordées n'excède pas 30,805 millions de mètres cubes.

Le volume maximum ainsi fixé s'applique à l'ensemble des prélèvements effectués depuis les ressources mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté, sans distinction de lieu de prélèvements.

Des dépassements de volumes autorisés individuellement seront admis en fonction des circonstances, sous réserve que le volume maximum fixé par cet article soit respecté et après concertation entre le mandataire, l'Association des Irrigants du Bassin Versant de l'Authion, et le Service Protection et Police de l'Eau (Direction départementale des territoires).

Chaque installation sera obligatoirement équipée d'un compteur volumétrique.

Pour l'année 2015, un bilan récapitulatif des prélèvements réels effectués au cours de la période définie à l'article 1^{er} ci-dessus, sera réalisé par la Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire, avec identification des volumes prélevés pendant la période du 1^{er} avril au 30 septembre inclus par chaque irrigant.

Ce bilan sera transmis au service chargé de la police de l'eau de Maine-et-Loire au plus tard le 31 décembre 2015.

Article 4

Chacun des pétitionnaires sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution et de partage des eaux, et notamment au respect des dispositions relatives à la préservation de la ressource en eau du département de Maine-et-Loire en période d'étiage arrêtées en application de l'article L.211-3 du code de l'environnement.

Article 5

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable. Elle peut être retirée ou modifiée sans indemnité par l'administration pour des nécessités notamment relatives à la préservation des intérêts visés par l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Article 6

Une copie du présent arrêté sera diffusée par les soins du mandataire à chaque bénéficiaire.

Article 7

Des contrôles inopinés pourront être effectués. A cette occasion, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement auront en permanence libre accès pour le contrôle des conditions imposées par la présente autorisation.

Article 8

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Maine-et-Loire et mis en ligne pendant un an au moins sur son site www.maine-et-loire.gouv.fr (rubrique « publications » - « avis officiels »). Une copie est déposée dans les mairies concernées.

Un extrait de l'arrêté énumérant les principales prescriptions est affiché pendant un mois au moins dans ces mairies. Un dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la préfecture (bureau de l'utilité publique) ainsi que dans ces mairies pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par chaque maire.

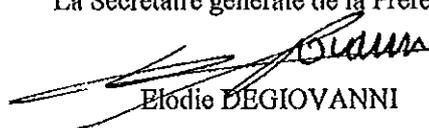
Un avis relatif à l'autorisation est inséré, par les soins du préfet et au frais du mandataire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 10

La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de l'arrondissement de Saumur, le directeur départemental des territoires, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et les maires des communes d'Allonnes, Andard, Angers, Auverse, Baugé-en-Anjou, Baumé, Beaufort-en-Vallée, Blou, Bocé, Brain-sur-Allonnes, Brain-sur-l'Authion, Breil, Brion, Chartrené, Chaumont-d'Anjou, Chavaignes, Cheviré-le-Rouge, Corné, Cornillé-les-Caves, Courléon, Cuon, Echemiré, Fontaine-Guérin, Gée, Jarzé, La Bohalle, La Breille-les-Pins, La Daguinière, Fontaine-Milon, La Lande-Chasles, La Ménitric, La Pellerine, Lasse, Le Guédéniau, Le Plessis-Grammoire, Les Ponts-de-Cé, Les Rosiers-sur-Loire, Linières-Bouton, Longué-Jumelles, Lué-en-Baugeois, Mazé, Meigné-le-Vicomte, Méon, Moulherne, Neuillé, Noyant, Parçay-les-Pins, Saint-Barthélemy-d'Anjou, Saint-Clément-des-Levées, Saint-Georges-du-Bois, Saint-Martin-de-la-Place, Saint-Mathurin-sur-Loire, Saint-Philbert-du-Peuple, Sainte-Gemmes-sur-Loire, Sarrigné, Saumur, Sermaise, Trélazé, Varennes-sur-Loire, Vernantes, Vernoil, Villebernier et Vivy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angers, le 05 MAI 2015.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale de la Préfecture


Elodie BÉGIOVANNI

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du ministre compétent dans les deux mois suivant l'accomplissement des mesures de publicité. Il est également susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par les demandeurs ou exploitants dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTEME REALIMENTE AUTION | Eaux SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | Eaux SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|-----------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|-------------------|------------------------------|----------------------|---------|
| GAEC DE LA TOUCHERONDE | TOUCHERONDE | ANDARD | 1 000 | | | 60 000 | | 61 000 |
| GAEC LA CHOTARDIERE | LA CHOTARDIERE | ANDARD | | | | 10 000 | | 10 000 |
| SCBA FLORESS | LA FOUCHERIE | ANDARD | | | | 15 000 | | 15 000 |
| SARL FOREST PRODUCTION | 66 R JEANNE DE LAVAL | ANDARD | | | 2 000 | | | 2 000 |
| SCBA PEPINIERES MOREAU | LA CROIX BLANCHE | ANDARD | | | 1 000 | 13 500 | | 14 500 |
| EARL METAIRIE | 21 Impasse de la Mfabrie | ANDARD | 20 700 | | | 179 500 | | 200 200 |
| GAEC VIA LACTEA | 492 ROUTE DE BEL AIR | ANDARD | | | | 51 000 | | 51 000 |
| SAS TURC ERNEST PRODUCTION | BP 70315 | ANGERS CEDEX 01 | 15 000 | | | | | 15 000 |
| EARL CASTEL ET FILS | 346 RUB DE TOURAINE | ARYANNES SUR THOUET | | | 20 400 | | | 20 400 |
| GAEC B.C.M. | LA DOLNIERE | AUVERSE | | | | 26 634 | | 26 634 |
| GAEC DU CORMIER | LE CORMIER | AUVERSE | | | | 100 000 | | 100 000 |
| GAEC LOUCHES DES NOYERS | LOUCHES DES NOYERS | AUVERSE | | | 1 500 | | | 1 500 |
| EARL LA FERME DE BRAULT | BRAULT | AUVERSE | | | | 20 500 | | 20 500 |
| SCBA VEROERS DES ROUSSIERES | LES ROUSSIERES | BAUNE | | | | 200 000 | 40 000 | 240 000 |
| ELBERT MICHEL | BRIANCON | BAUNE | | | | 12 000 | | 12 000 |
| EARL LEON | LA GUILBAUDIERE | BAUNE | | | | 150 000 | | 150 000 |
| SCBA LE CLOS DU VEROER | LE FOUQUET | BAUNE | | | | 40 000 | | 40 000 |
| SCBA FOUQUET | LE FOUQUET | BAUNE | | | | 56 000 | | 56 000 |
| EARL CHEVALLIER | RUE DU BOIS | BEAUFORT EN VALLEE | 120 000 | | | | | 120 000 |
| GAEC DE LA PORTE AUX MOINES | LA PORTE AUX MOINES | BEAUFORT EN VALLEE | 20 000 | | 25 000 | 28 000 | 18 000 | 91 000 |
| EARL DES HIGHLANDS | LA CHAPILLIERE | BEAUFORT EN VALLEE | | | 8 000 | 32 000 | | 40 000 |
| SA PEPINIERES MINIER | LES FONTAINES DE LAUNAY | BEAUFORT EN VALLEE | 15 000 | | 42 000 | 85 000 | 135 000 | 277 000 |
| EARL PETIT BUZET | LE PETIT BUZET | BEAUFORT EN VALLEE | 3 000 | | | | | 3 000 |
| HARDOURN ARMEL | CHEN DE LA RUBETTE NOIRE | BEAUFORT EN VALLEE | | | 14 000 | | | 14 000 |
| EARL GRAVOT | GRAVOT | BEAUFORT EN VALLEE | | | | 50 000 | | 50 000 |
| EARL SEPTEMBRE VERT | LES MARES | BEAUFORT EN VALLEE | | | 25 000 | | | 25 000 |
| EARL BIO VALLEE | PORT A FONDU | BEAUFORT EN VALLEE | 8 000 | | | | | 8 000 |
| RAVENBAU ERIC | LE ROSERAY | BEAUFORT EN VALLEE | | | 10 000 | | | 10 000 |
| SA BEJO PRODUCTIONS | BEAUCHENE | BEAUFORT EN VALLEE | 20 000 | | | 4 000 | 91 000 | 115 000 |
| ELECHEAU THIERRY | RUE LATTAY SUD | BEAUFORT EN VALLEE | | | | | 600 | 600 |
| QARANGER FRANCK | PETIT MONET | BEAUFORT EN VALLEE | | | | 35 000 | | 35 000 |
| RAVENEAU CLAUDETTE | LA COLNIERE | BEAUFORT EN VALLEE | | | | | 4 000 | 4 000 |
| SAS JOT PLANTS | ROUTE DE LONGUE | BEAUFORT EN VALLEE | | | | 85 000 | | 85 000 |
| EARL FARINEAU JEAN YVES | LA FOURCHILLE | BEAUFORT EN VALLEE | 55 000 | | 15 000 | | | 70 000 |
| EARL PARE | 31 ROUTE DE LA PELOUSE | BEAUFORT EN VALLEE | 22 000 | | | 6 800 | | 28 800 |
| BOUJAU MICHELETS | LD LES MONTANSAIS | BEAUFORT EN VALLEE | 7 500 | | | 50 000 | | 57 500 |
| EARL DE L'EPINAY | L'EPINAY | BEAUFORT EN VALLEE | 13 000 | | 2 000 | 7 000 | | 22 000 |
| GAEC MORICEAU GROLLEAU | 8 ROUTE DES MARILLERES | BEAUFORT EN VALLEE | 128 000 | | | | | 128 000 |
| LAMBERT CEDRIC | LES MARES | BEAUFORT EN VALLEE | 70 000 | | | | | 70 000 |

9/13

ANNEXE 1
 IRRIGATION SUR LES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'AUTONN. LEUR MAPPE D'ACCOMPAGNEMENT, LES PLANS D'EAU ET LES EAUX
 SOUTERRAINES EN DEHORS DU PERIMETRE DE LA ZRE DU CENOMANIEN
 VOLUMES AUTORISES POUR L'ANNEE 2015 (EN M³)

| Ration Sociale | Adresse | Commune | SYSTEME REALIMENTE AUTONN | EAUX SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | EAUX SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETERVES COLLINAIES | TOTAL |
|---------------------------------|---|----------|---------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|------------------------|---------|
| SCEA DU PATIS DES GUIDES | 262 ROUTE DE BRAN-SUR-ALLONNES | ALLONNES | 3 000 | | 2 500 | | | 5 500 |
| EARL BLAIN | LA MOTTE | ALLONNES | | | 6 000 | | | 6 000 |
| BOUTEILLER JEAN-CLAUDE | 679 ROUTE DE L'AUTOMNE | ALLONNES | | | | 3 000 | | 3 000 |
| GAEC LES TILLEULS | LES TILLEULS | ALLONNES | | | 58 000 | | | 58 000 |
| DECHERNAIS PASCAL | 206 ROUTE DES BRULERIES | ALLONNES | | | | 23 000 | | 23 000 |
| EARL RUB D OREE | 79, RUB DOREE | ALLONNES | | | 7 000 | 17 000 | | 24 000 |
| EARL DE LA COUR DU BOIS | LA COUR DU BOIS | ALLONNES | | | 20 500 | | | 20 500 |
| LEBAUPIN ANDRE | 256 ROUTE DE L'AUTOMNE | ALLONNES | | | 1 000 | 3 500 | | 4 500 |
| EARL DE LA MOTTE | LA MOTTE | ALLONNES | | 10 000 | 37 000 | | | 47 000 |
| NERON ANDRE | 91 R ALBERT POTTIER | ALLONNES | | | 65 500 | | | 65 500 |
| EARL LE PLESSIS | 11 ROUTE DU PLESSIS | ALLONNES | | | | 95 000 | | 95 000 |
| EARL DE LA MENARDIERE | 95 ROUTE DE LA CROIX DU CHAUX | ALLONNES | | | 24 000 | | | 24 000 |
| EARL TERRE D'AUTOMNE | LA CAVE | ALLONNES | | | 4 500 | 369 500 | | 391 000 |
| SARL PEPINIERES IOUBERT | BBAUMOIS | ALLONNES | 95 000 | | | | | 95 000 |
| EARL HERSARD | LE TERRE - 87 RUB MORBAU | ALLONNES | | | 15 000 | 15 000 | | 30 000 |
| GAEC DE L'AUTOMNE | 42 ROUTE DE LA CROIX DU CHAUX | ALLONNES | 50 000 | | | 10 000 | | 60 000 |
| RABICAULT YVES | CLAIRIE | ALLONNES | | | | | 500 | 500 |
| SCEA LE POTAGER DU PETIT MOULIN | LE PETIT MOULIN | ALLONNES | | | 19 000 | | | 19 000 |
| FATET SYLVIE | LA BLINIERE 36 ROUTE DE LA COUR DU BOIS | ALLONNES | | | | 3 500 | | 3 500 |
| BLOUDEAU CLAUDE | 79 ROUTE DE LA MOTTE | ALLONNES | | | 1 500 | | | 1 500 |
| SAENZA ZADEN FRANCE | 92 ROUTE DE LA BOURDAUDIERE | ALLONNES | | | 25 500 | | | 25 500 |
| LELOUP DOMINIQUE | 36 ROUTE DE L'AUTOMNE | ALLONNES | | 1 000 | 20 000 | | | 21 000 |
| DINAND PASCAL | SAINTAUBIN | ALLONNES | | | 1 000 | | | 1 000 |
| BLOY FREDDY | LA PETITE GODINIERE | ALLONNES | | | | | 5 500 | 5 500 |
| BLOUDEAU GUY | 216 ROUTE DE LA COUR DU BOIS | ALLONNES | | | 2 000 | | | 2 000 |
| EARL OSSANT | 124 ROUTE DE LA TAILLE FERRIERE | ALLONNES | | | 29 500 | | | 29 500 |
| NERON ALEXANDRA | 91 R ALBERT POTTIER | ALLONNES | | | 12 000 | | | 12 000 |
| LEVEQUE CHRISTOPHE | 268 ROUTE DE LA CROIX DU CHAUX | ALLONNES | | 1 000 | 1 000 | | | 2 000 |
| RABINEAU ALAIN | 80 ROUTE DE L'ANERIE | ALLONNES | | | | 102 000 | | 102 000 |
| EARL RECOUVRANCE | 2 CHEMIN DES GRANDES HAIES | ALLONNES | | | 2 000 | 8 000 | | 10 000 |
| MABILEAU MANUEL | 411 ROUTE DE SAUMUR | ALLONNES | | 1 000 | | 50 000 | | 51 000 |
| EARL MERCIER | 41 CHEMIN DES MARINIERES | ALLONNES | | | 44 000 | | | 44 000 |
| EARL LA PROUTERIE | 245 ROUTE DU QUE PEBITION | ALLONNES | | | | | 1 000 | 1 000 |
| BLAIN CHANTAL | 81 ROUTE DE LA TAILLE FERRIERE | ALLONNES | | | | 1 000 | | 1 000 |
| GAEC DE LA TOUR | 469 ROUTE DE L'AUTOMNE | ALLONNES | | | | 60 000 | | 60 000 |
| EARL PIQUELIN | 10 CHEMIN DE LA PLANCHE | ANDARD | 15 000 | | | | 25 000 | 40 000 |
| EARL DE L'HOPITEAU | 326 ROUTE DES CARREAUX | ANDARD | 5 000 | | | 20 000 | | 25 000 |
| GAEC HRYB | 410 CHEMIN DE LA PICHONNIERE | ANDARD | | | | 67 000 | | 67 000 |

1/13

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTÈME REALIMENTE AUTHION | EAUX SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | EAUX SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|--------------------------|--------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|-------------------|------------------------------|----------------------|---------|
| EARL LA MARE VASLOT | LE BOULEROY | BEAUFORT EN VALLES | 8 500 | | | | | 8 500 |
| EARL DU GRAND AVRILLE | AVRILLE | BEAUFORT EN VALLES | 65 000 | | | | | 65 000 |
| EARL GUISTEAU | COURJANVIER | BLOU | 1 500 | | | | | 1 500 |
| RATTIER JOEL | GUMBGAULT | BLOU | | | 15 000 | | | 15 000 |
| GAEC DE LA BUSSARDIERE | LA BUSSARDIERE | BLOU | | | 26 000 | | | 26 000 |
| GAEC DU PERRAY | LE PERRAY | BLOU | 14 000 | | | | | 14 000 |
| GAEC DU PATIS | LA MENARDERIE | BLOU | 30 000 | | 10 000 | 23 000 | | 63 000 |
| SECHET STEPHANE | LE PETIT MESANGER | BLOU | | | | 16 310 | | 16 310 |
| GUISTEAU JEROME | COUR JANVIER | BLOU | 11 250 | | | 15 000 | | 26 250 |
| EARL DE PONT AVRIN | PETIT PONT AVRIN | BLOU | 30 000 | | | | 10 000 | 40 000 |
| GAEC DU BROCARD | LES PETITS BRAYS | BOCE | | | | 60 000 | | 60 000 |
| EARL LA BALIVIERE | LA BALIVIERE | BOCE | | | | 1 000 | | 1 000 |
| EARL LE MEUR ALAIN | LA TILLARDEURIE | BOCE | | | | 1 000 | | 1 000 |
| GAEC DES CAVES | MAILLE | BOCE | | | | 55 000 | | 55 000 |
| HERSARD DOMINIQUE | 13 ROUTE DES ETANGS | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | | | 3 950 | 3 950 |
| LEPIEF DOMINIQUE | ROUTE DES AULNAYS | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | 20 000 | | | 20 000 |
| GAEC DU RUAU | 22 RTE DES LOGES | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | | 52 000 | 90 000 | 142 000 |
| TOURNEUX PASCAL | 55 RTE DE ST NICOLAS | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | 6 500 | | | 6 500 |
| EARL DES DOUZILLES | 2 RTE DOUZILLEAU | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | 20 000 | | | 20 000 |
| EARL DE VAUZELLES | 6 ROUTE DE LA BREILLE | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | | 60 000 | | 60 000 |
| LOISEAU JACQUES | 8 RTE DE LA COUTANCIERE | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | 12 000 | | | 12 000 |
| EARL DE LA RUE BONHOMME | 1 RUE BONHOMME | BRAIN-SUR-ALLONNES | 3 000 | | 3 000 | 500 | | 6 500 |
| DBLAUNAY CHRISTIAN | 7 RTE D ALLONNES | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | 22 500 | | | 22 500 |
| EARL DU JAUNAY | 5 ROUTE DE JAUNAY | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | 35 000 | | | 35 000 |
| EARL METAYER ET FILS | 16 RUE DE BOURQUEIL | BRAIN-SUR-ALLONNES | | | 12 000 | | | 12 000 |
| BOURREAU PHILIPPE | 5 ROUTE DU MOULIN DE LAIR | BRAIN-SUR-ALLONNES | | 1 200 | | | | 1 200 |
| CHENUAU CHRISTIAN | 2 R DES AULNAYS | BRAIN SUR ALLONNES | | | 5 000 | | | 5 000 |
| FREMON LOUISE MARCELLE | 10 RTE DES QUATRE VERTS | BRAIN SUR ALLONNES | | | 16 500 | | | 16 500 |
| EARL LE CLOS DE VRAI | 2 BIS ROUTE DE VILLEBERNIER | BRAIN SUR ALLONNES | | | 43 000 | 20 000 | | 63 000 |
| SCEA VALLEES D'ANJOU | 17 ROUTE DES JOUTIERES | BRAIN SUR ALLONNES | 56 000 | | 64 500 | | | 120 500 |
| SCEA PRIMCLOIRE | 22 RTE DES LOGES | BRAIN SUR ALLONNES | | | | 54 000 | | 54 000 |
| EARL LOIRE VALLEES | 17 RTE DES JOUTIERES | BRAIN SUR ALLONNES | 20 000 | | 450 000 | 2 000 | | 502 000 |
| LEVEQUE BEATRICE | 20 RTE BAS JARRY | BRAIN SUR ALLONNES | 4 000 | | 16 000 | | | 20 000 |
| EARL BOISNIER JEAN-YVES | 6 ROUTE DE LESSARD | BRAIN SUR ALLONNES | | | 10 000 | | | 10 000 |
| SA LEVAVASSBUR | LES LANDES | BRAIN-SUR-L'AUTHION | | | | | 13 000 | 13 000 |
| EARL AUZANNE JOEL | LE ROSSEAU | BRAIN-SUR-L'AUTHION | | | 2 500 | | | 2 500 |
| EARL FLEURS DE LA VALLEE | LE CLOS DE LECHAUTER | BRAIN-SUR-L'AUTHION | | | 5 120 | | | 5 120 |
| EARL TOUCHET | 26 RUE GRAND MAISON | BRAIN-SUR-L'AUTHION | 2 500 | | | | | 2 500 |
| EARL DE LA FOREE | 2, ROUTE DE FLESSIS - LA FOREE | BRAIN-SUR-L'AUTHION | 7 000 | | | 35 000 | | 42 000 |
| PERROTEAU FRANCOIS | GRAND PEINE | BRAIN-SUR-L'AUTHION | | | 400 | | | 400 |

3/13

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTEME REALIMENTE AUTHION | Eaux SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | Eaux SOUTERRAINES (HORS ZRE) | REVENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|---|---------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|-------------------|------------------------------|----------------------|---------|
| GRAINES VOLTZ (Station de la Boisselle) | 3 IMPASSE DU CHAMP FERRE | BRAIN-SUR-L'AUTHION | | | 15 000 | | | 15 000 |
| EARL DES ROBINS | LES ROBINS | BREIL | | | | 20 000 | | 20 000 |
| GAEC PELIN AIR | LA COUETTERIE | BRION | 29 000 | | | | | 29 000 |
| GAEC DES LANDES | CHAVIGNE | BRION | | | | 46 100 | | 46 100 |
| CHEVALIER MICKAEL | LA MARR CHARTIER | BRION | | | 7 000 | 20 000 | | 27 000 |
| EARL LA GUIBERDIERE | LA GUIBERDIERE | BRION | | | 40 000 | 70 000 | | 110 000 |
| EARL RUVAULT SERGE | LES DOUETS | BRION | | | | 15 000 | | 15 000 |
| EARL LB BOSS | SOBS | BRION | | | 90 000 | 45 000 | | 135 000 |
| GP - GEVES | LA BOISSELERIE | BRION | | | | 100 | | 100 |
| VALLEE DANY | LA MALTERIE | BRION | | | 8 500 | | | 8 500 |
| EARL DE LA TESSELLERIE | LA TESSELLERIE | BRION | | | | 115 000 | | 115 000 |
| REXAND JEAN-MARC | LES BAUDRAIRES | BRION | | | 11 000 | | | 11 000 |
| GAEC LA PETITE MOTHAYE | LA PETITE MOTHAYE | BRION | | | 21 000 | | | 21 000 |
| SCEA DE LOSINIER | LOSINIER | BRION | 50 000 | | 20 000 | | | 70 000 |
| HURSTEL RICHARD | LA PIECE DU PORT | BRION | | | | 2 500 | | 2 500 |
| BRETON AURBLIE | LA BELLANOERIE | BRION | 25 000 | | | | | 25 000 |
| REXAND ERIC | LE PETIT PERRAY | BRION | | | 20 000 | | | 20 000 |
| VALLEE MICKAEL | LA MALTERIE | BRION | | | 7 500 | | | 7 500 |
| EARL PEPINIERES DU LATTAY | RUE DU LATTAY | BRION | | | 5 400 | | | 5 400 |
| GANNE DAVID | 36 LES ROBINIERES | BRION | 30 000 | | | | | 30 000 |
| EARL BORGEO ARNAUD | LA MAISON NEUVE | CHAUMONT-D'ANJOU | | | | 80 000 | | 80 000 |
| EARL BEAUDOIN | LETANG | CHAUMONT-D'ANJOU | | | | 110 000 | 20 000 | 130 000 |
| EARL BONS GOUTS | LA BUTTE | CHEVRE-LE-ROUGE | | | | | 25 000 | 25 000 |
| GAEC LES GRANDS ESSARTS | GRANDS ESSARTS | CHEVRE-LE-ROUGE | | | | | 28 000 | 28 000 |
| GAEC DE L'EGRESSIERE | LEGRASSIERE | CHEVRE-LE-ROUGE | | | | | 6 000 | 6 000 |
| EARL EVAIN | 5 ROUTE DE LA LOUE | CORNE | | | | 800 | | 800 |
| SCEA JANNIERE | 1 RTE DU STADE | CORNE | 76 250 | | 4 000 | | | 80 250 |
| EARL LE BRONEC | 7 RTE DE LA LOUE | CORNE | | | 8 000 | 42 000 | | 50 000 |
| GAEC DES CHALETS | LE BOIS D'EPINARD | CORNE | | | 8 100 | | | 8 100 |
| EARL BARRE | 54 RTE DE SARRIGNE | CORNE | 63 420 | | | | | 63 420 |
| BENJAMIN THIERRY | BLARDIERE | CORNE | | | 3 500 | 3 500 | | 7 000 |
| QUERIS DAVID | 155 ROUTE DE LA MORICIERE | CORNE | 58 000 | | | 24 250 | | 82 250 |
| LORION SEBASTIEN | RUE DE LA MORICIERE | CORNE | | | 9 000 | | | 9 000 |
| EARL VEGEFLOR | 46 RTE DU POINT DU JOUR | CORNE | | | 16 000 | | | 16 000 |
| CHOUETTE LAURENT | 6 RTE DES GRANDS CHAMPS | CORNILLE-LES-CAVES | | 25 000 | | | | 25 000 |
| EARL DE LA GAGNERIE | LA GAGNERIE | CORNILLE-LES-CAVES | | | | 6 400 | | 6 400 |
| EARL DU REFOUL | LE REFOUL | CORNILLE-LES-CAVES | | | | 80 000 | | 80 000 |
| OBLIN ERIC | 1 RUE DE LA CHALOISIERE | CORNILLE-LES-CAVES | | | 600 | 2 800 | | 3 400 |
| EARL LES VERGERS D'AIZE | AIZE | COURLEON | | | | 5 000 | | 5 000 |
| EARL MARCHAND | 8 RUE DU MANOIR | CUON | | | | 10 000 | 4 000 | 14 000 |
| EARL TESSIER | LE TERTRE MARTIN | CUON | | | | 2 000 | | 2 000 |
| EARL HUB PHILIPPE | SAINTE CATHERINE | ECEMIRE | | | | 35 000 | | 35 000 |
| GAEC DE LA BASSE GAGNERIE | LA BASSE GAGNERIE | ECEMIRE | | | | 18 000 | 17 500 | 35 500 |
| GAEC DE LA CROIX ROUGE | LA CROIX ROUGE | ECEMIRE | | | | | 8 000 | 8 000 |
| GAEC DE LA COUR DU MOULIN | LA COUR DU MOULIN | ECEMIRE | | | | 30 000 | | 30 000 |
| EARL DU TERTRE RENAULT | LE TERTRE RENAULT | FONTAINE GUERIN | | | 20 000 | | | 20 000 |

4113

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTEME REALIMENTE AUTHION | EAUX SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | EAUX SOUERRAINES (MORS ZRE) | RETENUES COLINARES | TOTAL |
|-----------------------------------|-------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|-------------------|-----------------------------|--------------------|---------|
| GAEC MOREAU | LE MOULIN DU PIN | FONTAINE GUERIN | | | | 140 000 | | 140 000 |
| SCBA RICHER | LA BRUNAUDIERE | FONTAINE GUERIN | | | | 98 000 | | 98 000 |
| GAEC DE LA MAISON NEUVE | LES BOITRIERES | FONTAINE GUERIN | | | | 52 000 | | 52 000 |
| EARL DU PIN | LE PIN | FONTAINE GUBRIN | | | | 37 000 | 30 000 | 67 000 |
| FORTANNIER STPHANE ET PASCAL | LA PELOUSE | FONTAINE GUERIN | | | | 15 600 | | 15 600 |
| LEROY JACQUES | LA CROCHETIERE | FONTAINE GUERIN | | | | 15 000 | 30 000 | 45 000 |
| EARL BOUGET BERNARD | CANDIS | FONTAINE GUERIN | | | | 60 000 | | 60 000 |
| SCHALES LILAS | LA SIMONIERE | FONTAINE GUERIN | | | | 52 000 | | 52 000 |
| FEAN YANNICK | LE PUTS PLANCHER | FONTAINE GUERIN | | | | 16 000 | | 16 000 |
| GAEC LA GUITTIERE | LA GUITTIERE | FONTAINE GUERIN | | | 10 000 | 110 000 | | 120 000 |
| GAEC ILBF | TARRY | JARZE | | | | | 25 000 | 25 000 |
| GAEC DE LA PINOCHERE | LA PINOCHERE | JARZE | | | | 89 000 | | 89 000 |
| EARL DE LA BENESTIERE | LA BENESTIERE | JARZE | | | | 58 000 | | 58 000 |
| SCEA DU MARAIS | 2 RUE DE L'EPINAY | LA BOHALLE | | 29 000 | | | | 29 000 |
| BROGARD BRUNO | L'EPINAY | LA BOHALLE | | 14 000 | | | | 14 000 |
| GAEC DES DEUX RIVES | 17 LE COURBAU | LA BOHALLE | | 7 500 | | | | 7 500 |
| BROGARD CHRISTIAN | 5 RUE DE L'EPINAY | LA BOHALLE | | 25 000 | | | | 25 000 |
| EARL DES LARDINIERES | 5 IMP DES LARDINIERES | LA BOHALLE | | | 21 500 | | | 21 500 |
| CLAUSE TEZIER Cedric de recherche | 1 CHEMIN DES RONZIBRES | LA BOHALLE | | | 5 000 | | | 5 000 |
| EARL DE LA OARB | 35 RTE DE BRAIN SUR L AUTHION | LA BOHALLE | | | 10 000 | | | 10 000 |
| SARLANJOU MYRTILLES | LE BOURG | LA BREILLE-LES-PINS | | | | 175 000 | 20 000 | 195 000 |
| JANISZBWSKI JAROSLAW | LA CHESNAIE DE MARAIS | LA BREILLE-LES-PINS | | | | 3 000 | | 3 000 |
| SCEA DE LA BOSTTE | LA BOETTE | LA DAGUENIERE | | | 35 000 | | | 35 000 |
| EARL DE LAIGUILLETTE | LAIGUILLETTE | LA DAGUENIERE | 10 660 | | 53 300 | | | 63 960 |
| SCEA LE OILARD | LE OILARD | LA DAGUENIERE | 30 000 | | 25 000 | | | 55 000 |
| EARL DES GRANDS CHAMPS | 5 CHEMIN DES BEAUSSE | LA DAGUENIERE | 3 000 | | 14 638 | | | 17 638 |
| EARL LES 2 RIVIERES | LE MARAIS | LA DAGUENIERE | | | 16 000 | | | 16 000 |
| EARL LES CLOTEAUX | LE QUE CARTRAIN | LA FLECHE | | | | 2 000 | 1 500 | 3 500 |
| SCEA CANTIN DUFUIS | LA FERNIERE | LA LANDE-CHASLES | | | | 13 800 | | 13 800 |
| GAEC ORY FRERES | LA PICOTIERE | LA LANDE-CHASLES | | | 2 000 | | | 2 000 |
| EARL CHEVALLIER-JACKY | LES GAILLARDS | LA MENTRE | 45 000 | | 60 000 | | | 105 000 |
| BREMOND GILLES | FURGEONNIERE | LA MENTRE | 43 400 | | 75 020 | | | 118 420 |
| EARL DE MONTPLACE | MONTPLACE | LA MENTRE | 66 074 | | 15 160 | | | 81 234 |
| EARL GALBRUN | BOURG JOLY | LA MENTRE | 34 000 | | 32 000 | | | 66 000 |
| EARL LA GARENNE | 5 RUE DES VENDELIERES | LA MENTRE | 35 000 | | 12 950 | | | 47 950 |
| MARTINEAU HUBERT | LA PETITE FURGEONNIERE | LA MENTRE | 32 000 | | 47 000 | | | 79 000 |
| EARL LE GRAND PRE | LE GRAND PRE | LA MENTRE | 14 000 | | 40 500 | | | 54 500 |
| EARL LES VENDELIERES | LES VENDELIERES | LA MENTRE | 25 000 | | 18 840 | | | 43 840 |
| SA VILMORIN | ROUTE DU MANOIR LA GARENNE | LA MENTRE | | | 100 000 | | | 100 000 |
| C.N.R.H | BOURG - 43 RUE DU BOIS RENE | LA MENTRE | | | 1 500 | | | 1 500 |
| EARL CHAUVINIERE | CHAUVINIERE | LA MENTRE | 95 000 | | | | | 95 000 |

5/10

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTÈME REALIMENTE AUTHION | Eaux SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | Eaux SOUTERRAINES (HORS ZRE) | REVENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|-------------------------|---------|
| GUION FREDERIC | 8 RUE LES HAUTS | LA MENTRE | 6 000 | | 50 250 | | | 56 250 |
| GUION JEAN- BERNARD | LE GOEUVRE | LA MENTRE | | | 58 420 | | | 58 420 |
| EARL BELLENOUS | LES FOURSAINS | LA MENTRE | | | 92 400 | | | 92 400 |
| EARL FLORPLANTES | LES QAILLARDS | LA MENTRE | | | 10 400 | | | 10 400 |
| GAEC DE LA FORET | LA FORET | LA MENTRE | 93 645 | | 40 935 | | | 134 580 |
| GESLOT PATRICK | LA MALTERIE | LA MENTRE | | | 1 500 | | | 1 500 |
| EARL PANTAIS | LA MAISON ROUGE | LA MENTRE | 110 000 | | | | | 110 000 |
| BOURGERIE BRIGITTE | LA MACRERE | LA MENTRE | | | 1 500 | | | 1 500 |
| LAMBERT LUDOVIC | LE PETIT GOUVRE | LA MENTRE | 38 100 | | 80 400 | | | 118 500 |
| LAMBERT NATHALIE | LA HUNE | LA MENTRE | | | 3 000 | | | 3 000 |
| MARIEN THIERRY | 28 RUE DES VENDELLIERES | LA MENTRE | | | 8 500 | | | 8 500 |
| EARL THIERRY MARTINEAU | LA PETITE FURGEONNIERE | LA MENTRE | 48 000 | | 31 500 | | | 79 500 |
| EARL DESCHAMPS | LES FRÉCHES | LA MENTRE | 63 000 | | 7 500 | | | 70 500 |
| NEDELEC VINCENT - LE CHAMP LIBRE | 12 ROUTE DE LA HAUTE MACRERE | LA MENTRE | | | 1 500 | | | 1 500 |
| GILLES DAVID | FRANCE | | | | | 5 000 | | 5 000 |
| EARL ORISNEDENT | ORISNEDENT | LE QUEDENIAU | | | 51 000 | | | 51 000 |
| GAEC SOUCHARD | NANTILLE | LE PLESSIS GRAMMOIRE | | | 5 000 | | | 5 000 |
| SCEA FLORATEMPLE | 17 RUE DU TEMPLE | LE PLESSIS- GRANDJOIRE | | | | | 20 000 | 20 000 |
| SARL LA BERTIERE EURL | BERTIERE | LE PLESSIS- GRAMMOIRE | | | | 8 000 | | 8 000 |
| GAEC RBVEAU | LA GUIZOISIERE | LE VIEIL-BAUGE | | | | 7 000 | | 7 000 |
| EARL ORT | CHAMPAGNE | LE VIEIL-BAUGE | | | | 5 500 | | 5 500 |
| DESARDEAU BRIGITTE | MAURY | LE VIEIL-BAUGE | | 700 | | | | 700 |
| EARL OENTILHOMME | 8 CHE DES GRANDES MAISONS | LES-PONTS-DE-CE | | | | 18 000 | | 18 000 |
| SAS ETABLISSEMENTS EMMANUEL LEPAOB | CHEMIN DES PERRINS | LES-PONTS-DE-CE | 30 000 | | | 30 000 | 20 000 | 80 000 |
| ECOLE AGRIC. DE POUILLE | | LES-PONTS-DE-CE | | | | | 15 000 | 15 000 |
| SCEA LE BAUPIN | CHEMIN DE L. BAUPIN | LES-PONTS-DE-CE | | | | 8 000 | | 8 000 |
| EARL BAUDONNIERE | 14 ROUTE DE POUILLE | LES-PONTS-DE-CE | | | | 15 000 | | 15 000 |
| SCEA DES 3 PAROISSES | CHEMIN DES 3 PAROISSES | LES-PONTS-DE-CE | | | | 50 000 | | 50 000 |
| EARL LA COUR DU BOIS | LA COUR DU BOIS | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | 23 000 | | 22 000 | | | 45 000 |
| EARL CHAMBOURG | LES PRES DE CUMERE | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | 126 000 | | 41 000 | | | 167 000 |
| EARL CHAMPS FLEURY | LA FORET | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | 115 600 | | | | | 115 600 |
| EARL DES VARENNES | GRANDE RUE | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | | | 102 670 | | | 102 670 |
| EARL LEROY | LE CHENE DU MENSONGE | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | 90 500 | | 14 300 | | | 104 800 |
| SCEA LES SABLONS | LE MUR NORBAU | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | | | 75 000 | | | 75 000 |
| BLANCHE JEAN- CLAUDE | IMPASSE DU COIN | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | | | 13 920 | | | 13 920 |
| SCEA LA RENONCOLE | CHEMIN AUX MOINES | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | | | 2 850 | | | 2 850 |
| GAEC LUDEAU | LE BOIS | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | 177 500 | | | | | 177 500 |
| EARL MORHANGE | VILLENEUVE | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | 21 500 | | 16 000 | | | 37 500 |
| SCEA LE CHENE DU MENSONGE | PORTEAU | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | 35 000 | | | | | 35 000 |
| EARL DE LA GAGNERIE | 16 RUE DE LA CORDERIE | LES ROSIERS SUR LOIRE | 6 000 | | 8 000 | | | 14 000 |
| GAEC BOUTREUX FRERES | PORTEAU | LES ROSIERS SUR LOIRE | 235 000 | | | | | 235 000 |
| RETIF DOMINIQUE | 21 RUE DE LA SOCIETE | LES-ROSIERS- SUR-LOIRE | | | 13 000 | | | 13 000 |

613

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTEME REALLEMENTE AUTHION | EAUX SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | EAX SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|--|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|------------------------|----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---------|
| EARL DE LA HALLEBAUDIERE | RUE ST NICOLAS | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | | | 21 000 | | 15 000 | 40 000 |
| EARL BECOT | 10 RUE DES FRENES | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | 19 000 | | 82 000 | | | 101 000 |
| EARL LEMARIE | LA FORBT | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | 80 000 | | | | | 80 000 |
| DELABARRE THIERRY | RUB AUX CHEVRES | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | | | 16 200 | | | 16 200 |
| BLOUDEAU NICOLAS | CHAMBOURG | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | 20 000 | | | | | 20 000 |
| GREFFIER TONY ET ALAIN | 5 RUE DES SABLONS | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | 5 000 | | 162 000 | | | 167 000 |
| EARL ETS ARNAUD GELLE LA ROSERAIE DE CHAMP D'OISEAUX | CHAMP D'OISEAUX | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | | | 60 000 | | | 60 000 |
| EARL CHENE JEROME | II, RUE DE LA SOCIETE | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | | | 3 500 | | | 3 500 |
| EARL LA TOUR DURAND | LA TOUR DURAND | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | 37 000 | | 90 814 | | | 147 814 |
| SCEA JOURDHUI | LES BOIRES | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | | | 7 000 | | | 7 000 |
| BLANCHET SEBASTIEN | LES SABLONS | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | | | 3 500 | | | 3 500 |
| SCEA MONICOTTIERS | LA ODB MAISON | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | 25 500 | | 79 600 | | | 105 100 |
| EARL LA MICHELLERIE | LA MICHELLERIE | LES-ROSIERS-SUR-LOIRE | 52 245 | | | | | 52 245 |
| EARL LES FLEURS DU MOULIN | MOULIN D'ARS | ENIERES-BOUTON | 1 200 | | | | | 1 200 |
| EARL DE LA RICHERIE | LA RICHERIE | LONGUE-JUMELLES | | | | 8 000 | | 8 000 |
| EARL BLOUDEAU-ORIMAUT | BOIS DU LONG | LONGUE-JUMELLES | 55 000 | | | | | 55 000 |
| GAEC BONDE | LES GAONRIES | LONGUE-JUMELLES | 85 172 | | | | | 85 172 |
| BRESSON RAYMOND | LA CHAUSSEE | LONGUE-JUMELLES | | | 2 000 | | | 2 000 |
| SNC CHAPPAU | LE BOIS CHARRUAU | LONGUE-JUMELLES | 15 000 | | | | | 15 000 |
| EARL CHUDEAU | BAS DE CHAPPE | LONGUE-JUMELLES | 150 000 | | | | | 150 000 |
| FOURCHER MICHEL | LES MONTILS | LONGUE-JUMELLES | 900 | | | | | 900 |
| EARL LE CORMIER | LE CORMIER | LONGUE-JUMELLES | 114 000 | | | 25 000 | | 139 000 |
| EARL GABILLER | BAS DE CHAPPE | LONGUE-JUMELLES | 90 000 | | | | | 90 000 |
| EARL GAUGAN | LA GRANDE CHESNAIE | LONGUE-JUMELLES | | | 130 000 | | | 130 000 |
| EARL DE LA NOUE | LA NOUE | LONGUE-JUMELLES | 80 000 | | | | | 80 000 |
| GAEC LA PETITE LATTIERE | LA MARE ROUGE - JUMELLES | LONGUE-JUMELLES | | | 37 000 | | 18 000 | 75 000 |
| GAEC DE LA BUTTE SUR LATHAN | LA BUTTE | LONGUE-JUMELLES | 35 000 | | | | | 35 000 |
| EARL DU CHEMIN | LE MAUVAIS CHEMIN | LONGUE-JUMELLES | | | | | 12 000 | 12 000 |
| EARL MARGAS | LES CHATAIGNIERS | LONGUE-JUMELLES | | | 12 000 | 19 000 | | 31 000 |
| EARL DE LA GILBARDAIE | LA GILBARDAIE | LONGUE-JUMELLES | 80 000 | | | | | 80 000 |
| EARL DE LA GLACE YERNEE | BAS DE CHAPPE | LONGUE-JUMELLES | 91 000 | | | | | 91 000 |
| RAPICAULT REMY | LES CHAMPEIGNES | LONGUE-JUMELLES | | | | 7 000 | | 7 000 |
| SCEA D'AVOIR | AVOIR | LONGUE-JUMELLES | 13 000 | | | | | 13 000 |
| EARL RICOU JEAN-LOUIS | LE CUB BRETON | LONGUE-JUMELLES | 105 000 | | | | | 105 000 |
| RICOU CATHERINE | LES PINORBTIERES | LONGUE-JUMELLES | 36 000 | | 28 000 | | | 64 000 |

7/13

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTÈME REALIMENTÉ AUTHION | Eaux SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | Eaux SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|---------------------------------|---|---------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|-------------------------|---------|
| EARL LA MAISON BLANCHE | LA MAISON BLANCHE | LONGUE- JUMELLES | | | | 15 000 | | 15 000 |
| EARL FELTIER | LA FRESNAYE | LONGUE- JUMELLES | 80 000 | | | | | 80 000 |
| GAEC DU LATHAN | LES PEUX | LONGUE- JUMELLES | 140 000 | | 70 000 | | | 210 000 |
| EARL DES TRIGUENEAUX | LES TRIGUENEAUX | LONGUE- JUMELLES | 5 000 | | | 20 000 | | 25 000 |
| JAMERON GHISLAINE | LA PIOTRIE | LONGUE- JUMELLES | 12 000 | | 30 000 | | | 42 000 |
| DESBOIS MICHEL | LE PETIT MARAIS | LONGUE- JUMELLES | 15 000 | | | | | 15 000 |
| EARL PETIT MARAIS | HAUT DE CHAPPE | LONGUE- JUMELLES | 53 000 | | 21 000 | | | 74 000 |
| GIRARD BERNARD | LE PETIT PIN | LONGUE- JUMELLES | 5 000 | | 4 000 | | | 9 000 |
| LEBLE GERARD | LA NOUË | LONGUE- JUMELLES | | | 35 000 | | | 35 000 |
| EARL LES ORAVOUSES | LES ORAVOUSES | LONGUE- JUMELLES | 30 000 | | 34 300 | | | 64 300 |
| REVAULT JEAN-PAUL | LES BRICARDIERES - CHATEAU GAILLARD | LONGUE- JUMELLES | | | | 7 000 | | 7 000 |
| FLOQUIN THIERRY | GUE DE FRESNE | LONGUE- JUMELLES | 97 000 | | | | | 97 000 |
| RAPICAULT ANDRE | LA NOUË | LONGUE- JUMELLES | | | | 1 100 | | 1 100 |
| GAEC JAMERON | LE GUE DE FRESNE | LONGUE- JUMELLES | 82 500 | | 60 000 | 16 000 | | 158 500 |
| BRESSON PHILIPPE | LE BOIS CHARRUAU | LONGUE- JUMELLES | | | 12 000 | | | 12 000 |
| CORNILLEAU PATRICIA | CHAMPHIGNES | LONGUE- JUMELLES | 1 000 | | | | | 1 000 |
| MERCIER LAURENT | PETIT PARADIS | LONGUE- JUMELLES | 14 000 | | | 13 000 | | 27 000 |
| BARANGER PASCAL | L HERMITERIE | LONGUE- JUMELLES | 21 500 | | | | | 21 500 |
| EARL DES BASSES LANDES | LES BASSES LANDES | LONGUE- JUMELLES | | | 70 000 | | | 70 000 |
| BESSONNEAU PASCAL | LES ALISSIERES | LONGUE- JUMELLES | | | | 6 500 | | 6 500 |
| PIHER DOMINIQUE | PONT GIRAULT | LONGUE- JUMELLES | | | | | 11 000 | 11 000 |
| MONBT TONY | GILBARDAIS | LONGUE- JUMELLES | 53 000 | | | | | 53 000 |
| PERROCHON LYDIE | BEAU SEJOUR - ROUTE DE LA LANDE CHASSE | LONGUE- JUMELLES | | | 1 000 | | | 1 000 |
| ANIOU PLANTS | ZONE DU VEGETAL SPECIALISE | LONGUE- JUMELLES | | | | 15 000 | | 15 000 |
| EARL PEPINIERE DE LA MOTTAIS | LE PATIS DE LA MOTTAIS | LONGUE- JUMELLES | 13 000 | | | | | 13 000 |
| GIRARD WILLIAM | LA BARANGERAIE | LONGUE- JUMELLES | | | | 5 500 | | 5 500 |
| EARL BARIL PATRICE | LA ROCHE | LONGUE- JUMELLES | | | 12 000 | | | 12 000 |
| EARL LOISBAU | RAVAUX | LONGUE- JUMELLES | 30 000 | | | 50 000 | | 80 000 |
| SCBA CHALOPIN | LA CHOUANIERE | LONGUE- JUMELLES | | 6 000 | | | | 6 000 |
| SCBA DE L'HUMOIS | L'HUMOIS | LONGUE- JUMELLES | 90 000 | | 5 000 | | | 95 000 |
| FOURNIER JOHANN | CHANTENAY | LONGUE- JUMELLES | 10 000 | | | | | 10 000 |
| GAEC DES ALVERTES | LES ALVERTES | LONGUE- JUMELLES | 130 000 | | | 50 000 | 10 000 | 190 000 |
| GAEC CHARRUAU | LES MONTHS | LONGUE- JUMELLES | 33 800 | | | 6 000 | | 39 800 |
| EARL L'ANOEUVINE | AVOIR - LES BARRES | LONGUE- JUMELLES | 80 000 | | | | | 80 000 |
| MABILLEAU LAURENT | LA GRANDE MAISON | LONGUE- JUMELLES | 70 100 | | | | | 70 100 |
| EARL LE PAS-SAGE OBLIGE | LES CAILLETRUES | LONGUE- JUMELLES | | | 4 000 | | | 4 000 |

813

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTEME REALIMENTE AUTHION | EAUX SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | EAUX SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|-----------------------------------|--------------------------------|-----------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|-------------------------|---------|
| COURTIN ALAIN | 8 ROUTE DU METTIL | MAZE | 135 000 | | | | | 135 000 |
| EARL BOURGERIE | 5 ROUTE DE LA HAUTE MACRERE | MAZE | 6 000 | | 20 000 | | | 26 000 |
| CHOPLIN BERNARD | 67 ROUTE DE FAYET | MAZE | | | | 28 000 | | 28 000 |
| EARL DE LAUTHION | CONGLAND | MAZE | 9 000 | | | | | 9 000 |
| GIRARD DIDIER | POUILLE | MAZE | | | | 8 000 | | 8 000 |
| QUIET JEAN-MICHEL | 3 RUE DE LA MACRERE | MAZE | 22 000 | | 33 500 | 27 000 | | 82 500 |
| EARL DU GUE D'ANJAN | LE GUE D'ANJAN | MAZE | 184 000 | | | | | 184 000 |
| TIERCELIN JEAN- CLAUDE | LA MACRERE | MAZE | 26 680 | | 6 000 | | | 32 680 |
| SARL TURC PIERRE | ROUTE DE SEICHES | MAZE | | | | 25 000 | | 25 000 |
| GAEC LE PIVERT | LE PIVERT | MAZE | 155 800 | | 20 000 | | | 175 800 |
| EARL DELEPINS | 25 ROUTE DE LA MACRERE | MAZE | 103 000 | | | | | 103 000 |
| SARL PEPINIERES BOUCHENOIRE | 1 RUE DE MONTYROULT | MAZE | | | 15 000 | 35 000 | | 50 000 |
| VENERIA ERIC | LA ROCHE | MAZE | | | | 10 000 | | 10 000 |
| GAEC DE LA SINGERIE | LA SINGERIE | MAZE | | | 10 000 | 121 000 | | 133 000 |
| TIERCELIN BRUNO | LE GUE D'ANJAN | MAZE | 40 000 | | | | | 40 000 |
| AUBRY ANNE | 2 Chemin Macheferrière | MAZE | | | 5 000 | | | 5 000 |
| EARL BAUNE PLANTS | 2 RUE BAUNE | MAZE | | | 5 150 | | | 5 150 |
| LAMBERT ALAIN | ROUTE DES PETITES BBAUSSES | MAZE | | | | 56 950 | | 56 950 |
| GROBBOIS PATRICK | LES HAUTES TOUCHES | MAZE | | | | 6 000 | 3 125 | 9 125 |
| EARL PEPINIERE PIRARD | 5 ROUTE DES TERRIES | MAZE | | | 15 500 | | 2 500 | 18 000 |
| EARL LES MONTAONES | LES HAUTES TOUCHES | MAZE | | | | 53 000 | | 53 000 |
| EARL BAUX VALLEES | LA MINOTIERE | MAZE | | | | 35 000 | 5 000 | 40 000 |
| EARL LESPAIGNOL MICHEL | LA HAVARDIERE | MEIGNE-LE- VICOMTE | | | 7 500 | | | 7 500 |
| GAEC LA MAILLARDIERE | LA MAILLARDIERE | MEIGNE-LE- VICOMTE | | | | 100 000 | | 100 000 |
| EARL DU GRAND MASSIE | LE GRAND MASSIE | MEIGNE-LE- VICOMTE | | | | 46 000 | | 46 000 |
| EARL DE LA BROSSE | LA BROSSE | MEIGNE-LE- VICOMTE | | | | 110 000 | | 110 000 |
| SCEA L'ESCUITIERE | L'ESCUITIERE | MEIGNE-LE- VICOMTE | | | | 70 770 | 2 100 | 72 870 |
| SCEA BERGERS LA CROIX DE PIERR | CROIX DE PIERRE | MEON | | | | 14 000 | | 14 000 |
| EARL YEROERS DE DELEBAT | LAPIERRE | MEON | 89 000 | | | | | 89 000 |
| EARL LUSSON | LA BRITONNIERE | MOULHERNE | 11 000 | 1 000 | | | | 12 000 |
| EARL VAUX | LES VAUX | MOULHERNE | | | | | 50 000 | 50 000 |
| EARL DES GRANGES | LES GRANGES | MOULHERNE | | | | 7 000 | 17 000 | 24 000 |
| PEPINIERES GONNETAY LUC | LA FORET DU LOROUX | MOULHERNE | 41 561 | | | | | 41 561 |
| EARL BOURDIN | LA GAUDAISERIE | MOULHERNE | 10 000 | | | | | 10 000 |
| EARL LA CLETERIE | LA CLETERIE | MOULHERNE | | | | | 16 500 | 16 500 |
| DUREAU JOEL | LE PONT DES CHAMPS | MOULHERNE | 5 000 | | | | | 5 000 |
| GAEC DU "TERTRE" | LE TERTRE | MOULHERNE | | | | | 25 000 | 25 000 |
| EARL DES PINS | LA VENTE | MOULHERNE | | | 26 000 | | 9 000 | 35 000 |
| VIRFOLBY JOEL | LA PETITE ROCHE | NEUILLE | | | | 4 000 | | 4 000 |
| SCEA DU CHATELET | LE CHATELET | NOYANT | | | 40 000 | | | 40 000 |
| EARL LES PLARDIERES | LES BRAUDIERES | NOYANT | | | | 3 790 | | 3 790 |
| EARL LES BRIDONNIERES | LES BRIDONNIERES | PARCAY-LES-PINS | | | | | 10 000 | 10 000 |
| PROUST FULBERT | LA PANNIERE | PARCAY-LES-PINS | | | | 13 000 | | 13 000 |
| EARL LA METAIRIE | LA METAIRIE | PARCAY-LES-PINS | | | 550 | | 4 000 | 4 550 |
| CUMA IRRIPOMME | LE CHENE ABRAHAM | PARCAY-LES-PINS | | | | 100 000 | | 100 000 |
| GAEC LEMANS | LE MERDRON | PARCAY-LES-PINS | | | | | 20 000 | 20 000 |
| EARL DELAUNAY JEAN ET SYLVIA | LES OALTRIES | PARCAY-LES-PINS | | | | 31 000 | | 31 000 |

9/13

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTÈME REALIMENTE AUTOM | EAUX SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | EAUX SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINAIRAS | TOTAL |
|--------------------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|-------------------------|---------|
| EARL COUINEAUX | LA SALLE | PARCAY LES PINS | | | | | 4 000 | 4 000 |
| BOURBAU JEAN MARIE | LE FOURNIL | SAINT- BARTHELEMY- D'ANJOU | | | 450 | | | 450 |
| PEPINIERES A BRIANT JEUNES PLANTS | LA BOUVNERIE | SAINT- BARTHELEMY- D'ANJOU | | | | | 1 500 | 1 500 |
| EARL GUYON | 17 RUE JB LULLY | SAINT- BARTHELEMY- D'ANJOU | 60 000 | | | | | 60 000 |
| LE JARDIN DE COCAOHE ANGEVIN | LA BOUVARDERIE | SANT- BARTHELEMY- D'ANJOU | | | 1 150 | | | 1 150 |
| EARL TRIGANNE | LES MARTELLERIES | SANT-CLEMENT DES-LEVBES | | | 80 000 | | | 80 000 |
| SAULBAU YVES | LES GRANGES | SANT-CLEMENT DES-LEVBES | 24 000 | | 35 000 | | | 59 000 |
| SCEA DEMAISONNERIE | DEMAISONNERIE | SANT-GEORGES- DU-BOIS | | | | 40 000 | | 40 000 |
| GAEC DE LA BROUSSE | LA BROUSSE | SANT-GEORGES- DU-BOIS | | | 13 000 | 50 000 | | 103 000 |
| EARL DES MOIHAYES | LES MOIHAYES | SANT-GEORGE- DU-BOIS | | | 40 000 | 125 000 | | 165 000 |
| BASSET PATRICIA | LA MARTINIERE | SANT-GEORGES- DU-BOIS | | | | 1 000 | | 1 000 |
| SARL ANJOU FINES HERBES | LE POIEAU | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | | | 25 000 | | | 25 000 |
| EARL COMBEAU E.V. | LES GRANDS CHAMPS | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 60 000 | | 34 000 | | | 114 000 |
| GAUHER ALAIN | LA BRULERIE | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | | | 15 000 | | | 15 000 |
| EARL SORIANO OLIVET | LE GUE D'ARCIS | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 171 660 | | 23 640 | | | 195 300 |
| ORY JOEL | LES MONTIS | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 15 000 | | 20 500 | | | 35 500 |
| GAEC PIREE | LA OUDARDIERE | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 167 000 | | 15 300 | | | 182 300 |
| DE GUNTEN FRANCK | LES GRANDS CHAMPS | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | | | 52 000 | | | 52 000 |
| PONTOUIS JEAN-YVES | GUE D'ARCY | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 8 000 | | | | | 8 000 |
| LEMER PASCAL | GUE D'ARCIS | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | | | 3 500 | | | 3 500 |
| EARL PONTOUIS | GUE D'ARCIS | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 77 625 | | 13 000 | | | 90 625 |
| GUILLOT FREDERIC | 1 HAMEAU DES PATURES | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 120 000 | | 22 000 | | | 142 000 |
| SCHA ROGERBAU | LA POUPARDIERE | SANT-MARTIN-DE LA-PLACE | 48 000 | | | | | 48 000 |
| BOUJET DOMINIQUE | GUE DE LAULNE | SANT MATHURIN SUR LOIRE | 22 500 | | 28 750 | | | 51 250 |
| GAEC DES MONTCLERUES | 22 RUE DU BEC | SANT MATHURIN SUR LOIRE | | | 151 160 | | | 151 160 |
| EARL MEIGNAN | 28 LA FRESNAIE | SANT MATHURIN SUR LOIRE | | | 86 400 | | | 86 400 |
| NICOLAS JACK | PONT DU RATEAU | SANT MATHURIN SUR LOIRE | | | 13 000 | | | 13 000 |
| SCHA DE LA VALLEE | LES COINS | SANT MATHURIN SUR LOIRE | 21 000 | | 109 000 | | | 132 000 |
| GAEC RAVEAU | 23 R HAUTE DU RATEAU | SANT MATHURIN SUR LOIRE | 72 000 | | 104 800 | | | 176 800 |
| EARL DU VOISINAY | LE VOISINAY | SANT MATHURIN SUR LOIRE | | | 78 000 | | | 78 000 |
| EARL DE LA MARSAULAYE | 43 LA MARSAULAYE | SANT MATHURIN SUR LOIRE | 22 500 | | 173 600 | | | 196 100 |
| EARL DES PRES GOUSSEAUX | LA MARSAULAIE | SANT MATHURIN SUR LOIRE | 5 000 | | 70 000 | | | 75 000 |
| EARL DES JARDINIERS | LE CHEMIN NEUF | SANT MATHURIN SUR LOIRE | | | 65 000 | | | 65 000 |
| EARL DE LA BORDERIE | 53, LA MARSAULAIE | SANT MATHURIN SUR LOIRE | 11 000 | | 92 490 | | | 103 490 |

10/13

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTÈME REALIMENTE AUTHION | Eaux SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | Eaux SOUTERRAINES (HORS ZRE) | REVENUES COLLIGNAIRES | TOTAL |
|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|--------------------------|---------|
| EARL BATAIS & BIOEARD | 61 RUE DE LA CROIX | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 67 350 | | | 67 350 |
| EARL BIOEARD PIOGER | RUE DE LA CROIX | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 71 952 | | | 71 952 |
| SCBA DES CEDRES | 18 R RUE PATIS POTTIER | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | 22 500 | | 43 000 | | | 65 500 |
| GOULU JEAN- FRANCOIS | 22 LES BOIRES DE LA MARSAULAYE | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | 700 | | 13 400 | | | 14 100 |
| SARLLES CHARMILLES | LES BOIRES | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 5 000 | | | 5 000 |
| EARL GAUTIER- THOMAS | 11 RUB HAUTS DU RATEAU | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 139 700 | | | 139 700 |
| EARL LES BASUBEAUX | 30 GRANDE RUE | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 50 060 | | | 50 060 |
| EARL ANJOU MUGUET PRODUCTION | 11 RUB HAUTS DU RATEAU | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 23 500 | | | 23 500 |
| EARL VALEPI | LES BOIRES | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | 19 120 | | 90 230 | | | 109 350 |
| EARL BOUCHEF | 75 COURTE RUB | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 15 000 | | | 15 000 |
| EARL PATOUREAUX- BOUCHEF | 75 COURTE RUB | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | | | 25 000 | | | 25 000 |
| LAMBERT MICKAEL | 3, lieu dit le Pichay | SAINT-MATHURIN SUR-LOIRE | 4 000 | | 39 500 | | | 43 500 |
| EARL LA FAUVELIERE | LA FAUVELIERE | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | 46 000 | | | | 3 000 | 49 000 |
| DELILLE DOMINIQUE | LES MASUREAUX | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | 7 500 | | | | | 7 500 |
| LACARILLE JEAN- MARC | ETIAU | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | 5 500 | | | | | 5 500 |
| LAMBERT MONIQUE | PAYURE FAUVEAU | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | | | 8 000 | | | 8 000 |
| EARL NAURAS | LA VIEILLERIE | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | | | | 75 000 | | 75 000 |
| EARL RUAULT CHRISTIAN | LES BLONDEAUX | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | 50 000 | | | | | 50 000 |
| MOREAU BVELYNE | LA DALASTIERE | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | 37 000 | | 2 000 | 12 300 | | 51 300 |
| EARL ASPRIM | LES FOLEAUX | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | | | | 140 000 | | 140 000 |
| JAMMERON LAURENCE | LA DELASSIERE | SAINT-PHILBERT- DU-PEUPLE | | | 40 000 | | | 40 000 |
| GAEC DE LA BUTTE | La Petite Corbière | SAINT-SYLVAIN- D'ANJOU | 50 000 | | | 35 000 | | 85 000 |
| BERNIER STEPHANE | LA PERCHAUDIÈRE | SARRIGNE | | | 2 000 | | | 2 000 |
| SARL PEPINIÈRES CHARLES DETRICHE | LES PIRONNIÈRES | SAUMUR | 300 000 | | 20 000 | | | 320 000 |
| EARL DUBLE YVIER | 311 RUB JUIVE | SAUMUR | | | 22 650 | | | 22 650 |
| HARDOUN MICHEL | 67 RUB DU MESLIER | SAUMUR | | | 6 000 | | | 6 000 |
| SARL LEBLANC | 114 RUB FICHON | SAUMUR | | | 54 000 | | | 54 000 |
| EARL LA CHEVALERIE | LA CHEVALERIE SL | SAUMUR | | | 6 000 | | | 6 000 |
| EARL DE LA PELOUSE | LA PELOUSE SL | SAUMUR | | | 12 000 | | | 12 000 |
| EARL DU CARROUSEL | GRANDE BOURREAU SL | SAUMUR | 28 500 | | 28 500 | | 12 000 | 69 000 |
| GAEC DES LOITIÈRES | LES LOITIÈRES | SAUMUR | 43 650 | | 31 850 | | | 75 500 |
| GAEC DU CARREFOUR | 30 R DES TERRES BOUES | SAUMUR | | | 20 000 | | | 20 000 |
| GAEC BLOUDEAU FILS | LES TERRES BOUES | SAUMUR | | | 16 000 | | | 16 000 |
| GAEC MORNAS | TIVOLI SL | SAUMUR | | | 6 000 | | | 6 000 |
| SOURDEAU CEDRIC | PETITE MOTTE SL | SAUMUR | 70 000 | | | | | 70 000 |
| THOU PATRICE | RUE AUX LOUPS SL | SAUMUR | | | 39 000 | | | 39 000 |
| MEUNIER STEPHANE | LOUCHE - SAINT LAMBERT DES LEVEES | SAUMUR | | | 5 500 | | | 5 500 |
| LEROY JEAN-YVES | LA CHESNAIE SL | SAUMUR | | | 10 000 | | | 10 000 |
| FRAICHEUR DE SAISON | 224 AVENUE DES FUSILLES | SAUMUR | | | 3 000 | | | 3 000 |
| EARL SOURDEAU MARC | CHE DES BAS CHAMPS | SAUMUR | 75 000 | | 8 000 | | | 83 000 |
| SCBA PERRUCHON CHRISTOPHE | 64 R DE LA PORTE ROUB | SAUMUR | | | 25 000 | | | 25 000 |

11/13

| Raison Sociale | Adresse | Commune | SYSTÈME REALIMENTAIRE AUTHON | Eaux SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | Eaux SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINALES | TOTAL |
|-----------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|------------------------|---------|
| EARL CLAVIER ASSOCIES | 46 R LUCIEN DOMUREAU | SAUMUR | | | 2 000 | | | 2 000 |
| PEPINIERES DE LA PALMERAIS ZEN | 26 BIS RUE DE LA ROMPURE | SAUMUR | | | 1 000 | | | 1 000 |
| SARL OGER FABRICE | LES ROCHES - ST LAMBERT DES LEVEES | SAUMUR | | | 20 000 | | | 20 000 |
| JARDINS DU CŒUR | 129 RUE AUX LOUPS - ST LAMBERT DES LEVEES | SAUMUR | | | 1 800 | | | 1 800 |
| GAEC DU PECHEUR | LE PECHEUR | SERMAISE | | | | 62 000 | | 62 000 |
| EARL LA RAIIB | LES BOUGEARDS | SERMAISE | | | | 10 000 | | 10 000 |
| EARL ROUSSEAU | LA FILLETIERE | SERMAISE | | | | 51 990 | | 51 990 |
| EARL HUBERT | LA BRUNETIERE | SERMAISE | | | | 54 500 | 10 000 | 64 500 |
| EARL DE L'EPINERIE | L'EPINERIE | SERMAISE | | | | 42 000 | 53 000 | 95 000 |
| HUBERT MICKAEL | LA BRUNETIERE | SERMAISE | | | 3 500 | 550 | | 4 050 |
| ROCHER ERIC | LE PERRÉ | SERMAISE | | | | 60 000 | | 60 000 |
| EARL VERGERS DU GRAND CLOS | CHEMIN DES LANDES | TRELAZE | | | | | 6 500 | 6 500 |
| BOISNIER FREDERIC | LES 3 MAILLETS | VARENNES-SUR- LOIRE | | | 6 000 | | | 6 000 |
| EARL DU CHAMP DES ILES | 1 RUB DU CHAMP DES ILES | VARENNES-SUR- LOIRE | 22 000 | | 12 000 | | | 34 000 |
| SCEA NBW APPLE | 6 RUE DES PRES | VARENNES-SUR- LOIRE | 98 000 | | 850 | | | 98 850 |
| EARL DE L'HIRONDELLE | 12 RUE DES PAIS VERTS | VARENNES-SUR- LOIRE | 34 100 | | | | | 34 100 |
| EARL DU MORTIER | 7 RUE DU MORTIER | VARENNES-SUR- LOIRE | 54 900 | | | | | 54 900 |
| EARL LES SABLES | 6 R DE LA BRECHE | VARENNES-SUR- LOIRE | 6 000 | | 160 000 | | | 166 000 |
| JOULIN JEAN-LUC | LA PREE | VARENNES-SUR- LOIRE | 30 000 | | | | | 30 000 |
| SCEA LES BOIS BRETONS | LES BOIS BRETONS | VARENNES-SUR- LOIRE | 65 000 | | | | | 65 000 |
| GAEC LA GRANDE PRAIRIE | 6 RUB DES BASSES RUES | VARENNES-SUR- LOIRE | 20 000 | | | | | 20 000 |
| EARL ROUGE GORGE | 13 RUE DES SABOTTIERS | VARENNES-SUR- LOIRE | 22 000 | | 2 000 | | | 24 000 |
| EARL LES VERGERS DU MARAIS | 2 RUB PIAOEAU | VARENNES-SUR- LOIRE | 60 000 | | | | | 60 000 |
| MURAY JEROME | 10 R. DU HAUT CHEMIN | VARENNES-SUR- LOIRE | 6 000 | | 20 000 | | | 26 000 |
| VERNEAU STEPHANE | 1 RUB DES PETITS CHAMPS | VARENNES-SUR- LOIRE | | | 15 000 | | | 15 000 |
| THOUBT JAMES | 16 RUE DES JARDINS | VARENNES-SUR- LOIRE | 500 | | | | | 500 |
| EARL CHAPU DEAUFILS | 6 RUE DE GAURE | VARENNES-SUR- LOIRE | 68 000 | | 13 000 | | | 81 000 |
| LECHAT SAMUEL | 3 RUE DU CHAMPS DES ILES | VARENNES-SUR- LOIRE | 62 500 | | | | | 62 500 |
| VHILLON GREGORY | 15 RUE DE LE MORILLE | VARENNES-SUR- LOIRE | | | 12 000 | | | 12 000 |
| FOUASSIER DANIEL | 15 RUE DE LA BELLIBRE | VARENNES-SUR- LOIRE | 25 000 | | 6 000 | | | 31 000 |
| GEORGET CECILE | 15 RUE DU SAULT | VARENNES-SUR- LOIRE | | | 6 300 | | | 6 300 |
| EARL AUBIN FRANCOIS | JALESNES | VERNANTES | | | | 30 000 | | 30 000 |
| EARL MARANDBAU | LES RENARDS | VERNANTES | 25 000 | | | | | 25 000 |
| EARL RUUALT- BERNIER | LA CROULAIE | VERNANTES | 127 000 | | | | | 127 000 |
| EARL MOULINET | LES TROIS BOUDINS | VERNANTES | | | | 15 000 | | 15 000 |
| PASQUIER JACKY | 12 RUE PIERRE CHAFRON | VERNANTES | | | | 5 000 | | 5 000 |
| EARL PICHONNEAU | LA CHAUVILLERIE | VERNANTES | | | | 10 000 | | 10 000 |
| SARL LAMBERT JEAN- DENIS | LE PLESSIS JALESNES | VERNANTES | | | | 108 890 | | 108 890 |
| EARL BEAU SOLEIL | La Chauvilliers | VERNANTES | | | | 25 000 | | 25 000 |
| LAMBERT SYLVIE | LE PLESSIS JALESNES | VERNANTES | | | | 10 000 | | 10 000 |
| GAEC CAPRIBOV | LE CHENB QUENTIN | VERNANTES | 30 000 | | | | | 30 000 |

1213

| Ration Sociale | Adresse | Commune | SYSTÈME REALIMENTE AUTHION | EAUX SUPERFICIELLES | NAPPES ALLUVIALES | EAUX SOUTERRAINES (HORS ZRE) | RETENUES COLLINAIRES | TOTAL |
|---|-------------------------|-------------------|----------------------------|---------------------|-------------------|------------------------------|----------------------|------------|
| RAVENEAU JONATHAN | LA CHAMBARDELIÈRE | VERNOIL | | | 6 000 | | | 6 000 |
| EARL L'AMANDIER | L'AMANDIER | VERNOIL | | | | 25 000 | | 25 000 |
| EARL RAVENEAU PASCAL ET ANNIE | PARNAY | VERNOIL | | | 10 000 | 35 000 | | 45 000 |
| EARL BAUDOUIN REGIS | 90 R DE BEAUVOYER | VILLEBERNIER | 45 000 | | | | | 45 000 |
| EARL MORISSEAU | 19 RUE DU SENTIER | VILLEBERNIER | | 44 000 | | | | 44 000 |
| GAEC DES ARRIVAIS | LES ARRIVEES | VILLEBERNIER | 50 000 | 20 000 | | | | 70 000 |
| GAEC DU TIVOLI | 17 LA GRANDE RUE | VILLEBERNIER | | 20 000 | | | | 20 000 |
| BEILLARD THIERRY | 5 R DE LA BRECHE | VILLEBERNIER | | 8 000 | | | | 8 000 |
| EARL DELALANDE | 1 RUE DE BEAUVOYER | VILLEBERNIER | | 42 500 | | | | 42 500 |
| GAULTIER SCA | 53 RUE PENVIGNE | VILLEBERNIER | | 1 000 | | | | 1 000 |
| SCBA PRODUCVAL MAGAULT MORISSEAU FELTIER | LA COUSINIÈRE | VILLEBERNIER | | 5 000 | | 20 000 | | 25 000 |
| EARL BREAU LISSONNET | 18 RUE JUIVE | VILLEBERNIER | 8 000 | 57 000 | | | | 65 000 |
| SCBA BIO BRELIS | 18 RUE JUIVE | VILLEBERNIER | | 5 000 | | | | 5 000 |
| SCBA JARDIN D'ANJOU | LE CIRON | VIVY | | 23 000 | | | | 23 000 |
| BOREAU NELLY | 15 RUE DES EPINETTES | VIVY | | 2 500 | | | | 2 500 |
| CHANTREAU GERMAIN FILS | LA LOGE | VIVY | | | | 6 000 | | 6 000 |
| EARL DEMION BORDIER | NAZE | VIVY | | 52 000 | | | | 52 000 |
| PERROCHON YVETTE | 3 RUE DES GRANDS CHAMPS | VIVY | | | | 10 000 | | 10 000 |
| GAEC DES SAUDIÈRES | LES SAUDIÈRES | VIVY | | | | 34 999 | | 34 999 |
| GAEC DES MONTEAUX | LA DEROUETTRIE | VIVY | 50 000 | | | 65 000 | | 115 000 |
| EARL DE LA CERISAIE | LA CERISAIE | VIVY | 40 000 | | | | | 40 000 |
| EARL ALBERT FRÈRES | LA FORGETTRIE | VIVY | | | | 39 000 | | 39 000 |
| GAEC CHAMP ROBIN | CHAMP ROBIN | VIVY | 85 000 | 65 000 | | 30 000 | | 180 000 |
| EARL DU PONT BARRE | LE PONT BARRE | VIVY | | 55 000 | | | | 55 000 |
| EARL ESNAULT | LA CHARRIERE | VIVY | 55 000 | 18 000 | | | | 73 000 |
| QUITTON PATRICE | LA CROIX COURRAULT | VIVY | | 15 000 | | | | 15 000 |
| BRESSON ALAIN | LA PICHONNIÈRE | VIVY | 25 000 | | | | | 25 000 |
| EARL DE RABAULT | RABAULT | VIVY | 28 000 | | | 40 000 | | 68 000 |
| CORNILLEAU STEPHANE | L'OUCHERAIE | VIVY | | | | 26 100 | | 26 100 |
| RABINEAU ETIENNETTE | LA PRESAIE | VIVY | 8 710 | | | | | 8 710 |
| BAACHEL GINETTE | BOIS AUNAY | VIVY | | | | 26 000 | | 26 000 |
| EARL AUX PRIMEURS DE LA VALLÉE | LA MACHELIÈRE | VIVY | | | 25 000 | | | 25 000 |
| ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE AUTHION - Réseaux BBI | PLACE DE LA REPUBLIQUE | BEAUFORTEN-VALLÉE | 3 300 000 | | | | | 3 300 000 |
| ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE AUTHION - Réseaux BBJ | PLACE DE LA REPUBLIQUE | BEAUFORTEN-VALLÉE | 600 000 | | | | | 600 000 |
| ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE AUTHION - Réseaux BBI | PLACE DE LA REPUBLIQUE | BEAUFORTEN-VALLÉE | 35 000 | | | | | 35 000 |
| ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE AUTHION - Réseaux BBJ | PLACE DE LA REPUBLIQUE | BEAUFORTEN-VALLÉE | 165 000 | | | | | 165 000 |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'IRRIGATION DU VAL D'AUTHION - SIERIB | MAIRIE DE LA BOHALLE | LA BOHALLE | 850 000 | | | | | 850 000 |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'IRRIGATION DU VAL D'AUTHION - SIERIB | MAIRIE DE LA BOHALLE | LA BOHALLE | 550 000 | | | | | 550 000 |
| Total des demandes des Irrigants (m³) | | | 14 375 112 | 46 900 | 7 520 069 | 6 903 533 | 1 100 775 | 29 946 359 |
| Volume de réserve (m³) | | | 224 888 | 8 100 | 279 931 | 296 467 | 49 225 | 858 611 |
| Volume demandé (m³) | | | 14 600 000 | 55 000 | 7 800 000 | 7 200 000 | 1 150 000 | 30 805 000 |

13/13



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PRÉFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Arrêté DIDD n° 2015/ 134
Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire
Autorisation d'emprunt

ARRÊTÉ

**Le Préfet de Maine-et-Loire
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU l'article R. 511-72 du code rural et de la pêche maritime ;

VU la délibération de la Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire du 26 septembre 2014 ;

VU la demande formulée par le Président de la Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire le 6 mai 2015 et reçue le 11 mai 2015 pour se voir autoriser à contracter un emprunt pour financer la construction d'un bâtiment destiné à héberger les agents de l'Établissement Départemental de l'Élevage (EDE) sur le site de la Quantinière à Trélazé (49800) ;

VU la proposition de prêt du Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine d'un montant de 400 000 € remboursable sur 15 ans au taux fixe de 1,55 % ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : La Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire est autorisée à contracter un emprunt de 400 000 € pour financer la construction d'un bâtiment destiné à héberger les agents de l'Établissement Départemental de l'Élevage (EDE) sur le site de la Quantinière à Trélazé (49800), auprès du Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine, pour une durée de 15 ans au taux fixe de 1,55 %.

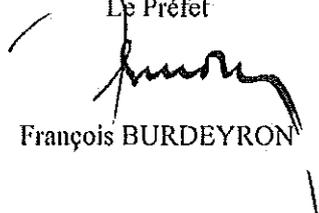
Les ressources nécessaires au remboursement de cet emprunt devront être prévues chaque année au budget de la Chambre d'Agriculture.

ARTICLE 2 : La Secrétaire Générale de la préfecture, le Directeur de l'Interministérialité et du Développement Durable et le Président de la Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Maine-et-Loire.

Fait à Angers, le

2 JUIN 2015

Le Préfet


François BURDEYRON



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

Portant modification des statuts de la Communauté de Communes Loire-Longué

n°2015-82

Modifications statuts
Ajout compétence optionnelle

Le Préfet de Maine-et-Loire,

**Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment le livre deuxième et le chapitre I à V du titre premier, notamment les articles L.5211-1 et suivants ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée notamment par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-621 du 22 décembre 2005 ;

Vu le décret n°2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n°64-805 en date du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté SG/MICCSE n°2012240-0004 en date du 27 août 2012, portant délégation de signature à M. Jean-Yves LALLART, Sous-Préfet de Saumur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-435 du 16 décembre 2003 modifié portant création de la Communauté de Communes Loire-Longué ;

Vu la délibération du 26 mars 2015 par laquelle le Conseil Communautaire de cette Communauté de Communes sollicite, en sa faveur, le transfert de la compétence « infrastructures de charge nécessaire à l'usage de véhicules électriques rechargeables » prévue à l'article L.2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales et valide le principe du transfert de cette compétence au Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire ;

Vu les délibérations favorables des communes en faveur du changement de statut proposé :

- Blou du 14 avril 2015,
- Courléon du 13 avril 2015,
- La Lande-Chasles du 06 mai 2015,
- Longué-Jumelles du 30 mars 2015,

- Longué-Jumelles du 30 mars 2015,
- Moullherne du 13 avril 2015,
- Les Rosiers-sur-Loire du 04 mai 2015,
- Saint-Clément-des-Levées du 05 mai 2015,
- Saint-Martin-de-la-Place du 04 mai 2015,
- Saint-Philbert-du-Peuple du 05 mai 2015,
- Vernantes du 05 mai 2015,
- Vernueil-le-Fourrier du 05 mai 2015,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral n°2003-435 du 16 décembre 2003 modifié susvisé est complété par une nouvelle compétence optionnelle et est rédigé ainsi qu'il suit :

« Compétences optionnelles (Section 2)

Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (Art. 8)

La communauté de communes prend en charge :

- L'élimination et la valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés, y compris la gestion et l'entretien des déchetteries et le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
(Ajouté par arrêté préfectoral n°2007-331 du 20/12/2007) ;

- La compétence « Infrastructures de charge nécessaire à l'usage de véhicules électriques rechargeables » prévue à l'article 2224-37 du CGCT. »

Article 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral 2003-435 du 16 décembre 2003 restent inchangées.

Article 3 :

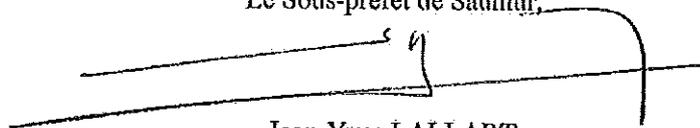
Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Communauté de Communes Loire-Longué, Mesdames et Messieurs les maires des communes intéressées, Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saumur, le 1^{er} juin 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet de Saumur,


Jean-Yves LALLART

Arrêté n° ARS-PDL/DAS/ 325 /2015/49

**Portant modification de la composition du
conseil de surveillance
du Centre hospitalier de SAUMUR (49)**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire**

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 2 octobre 2014 portant nomination de Madame Cécile COURREGES, en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire à compter du 29 octobre 2014 ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu l'arrêté n° DAS/351/2010/49 de la directrice générale de l'agence régionale de santé en date du 03 juin 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre hospitalier de Saumur (49) ;

Vu les élections départementales des 22 et 29 mars 2015 ;

Vu la délibération prise par l'assemblée départementale du Maine-et-Loire en date du 20/04/2015 procédant à la désignation de conseillers départementaux au sein des Conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu les désignations faites par la commission du service de soins infirmiers, par la commission médicale d'établissement et par les organisations syndicales les plus représentatives de l'établissement ;

Vu le renouvellement du mandat de 5 ans des personnalités qualifiées et des représentants des usagers désignés par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé et par le Préfet ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Le conseil de surveillance du centre hospitalier de Saumur - Route de Fontevraud - BP 100 - SAUMUR (49403 CEDEX), établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentants des collectivités territoriales

- M. Jean-Michel MARCHAND, maire de Saumur et M. Jackie GOULET, représentant la commune de Saumur ;
- M. Gilles TALLUAU et M. Alain BROUARD, représentants la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement ;
- Mme Françoise DAMAS, représentant le conseil départemental de Maine et Loire ;

2° en qualité de représentants du personnel médical et non médical

- M. Yves GIRAULT, représentant de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- Dr Martine CAUSERET et Dr Pierre HERVOIL, représentants de la commission médicale d'établissement ;
- M. José GUION et Mme Sonia LANGÉ-BOUAJILA, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalités qualifiées

- Mme Béatrice BERTRAND et Mme Fabienne RANGER, personnalités qualifiées désignées par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé ;
- Mme Gisèle FORICHON, M. Georges LEFEVRE et M. Michel RENAUD représentants des usagers désignés par le Préfet de Maine-et-Loire ;

Il Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire,
 - La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé,
 - Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique,
 - Le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Maine et Loire,
- Pour les établissements délivrant des soins de longue durée ou gérant un EHPAD,
- M. Alain PUCELLE, représentant des familles de personnes accueillies

ARTICLE 2 :

La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

ARTICLE 3 :

Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la région des Pays de la Loire.

ARTICLE 4 :

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région des Pays de la Loire et au Recueil des actes administratifs du département de Maine et Loire.

Fait à Nantes, le 29 mai 2015

La Directrice Générale
De l'Agence Régionale de Santé
Des Pays de la Loire

Cécile COURREGES

Arrêté n° ARS-PDL/DAS/ 326 /2015/49

**Fixant la composition nominative
du Conseil de Surveillance du Centre hospitalier « CESAME »
de SAINTE-GEMMES-SUR-LOIRE (49)**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire**

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 2 octobre 2014 portant nomination de Madame Cécile COURREGES, en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire à compter du 29 octobre 2014 ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu l'arrêté n° DAS/354/2010/49 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé en date du 03 juin 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Spécialisé « CESAME » de Sainte-Gemmes-sur-Loire (49) ;

Vu les élections départementales des 22 et 29 mars 2015 ;

Vu la délibération prise par l'assemblée départementale du Maine-et-Loire en date du 20/04/2015 procédant à la désignation de conseillers départementaux au sein des Conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu le renouvellement du mandat de 5 ans des personnalités qualifiées et des représentants des usagers désignés par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé et le Préfet, en application de l'article R.6143-12 du code de la santé publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Le conseil de surveillance du centre hospitalier de Santé Mentale Angevin « CESAME » - Route de Bouchemaine - BP 50089 - LES PONTS DE CE (49137 CEDEX), établissement public de santé de ressort départemental est composé des membres ci-après :

I Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentants des collectivités territoriales :

- Mme Christine COURILLAUD, représentant la commune de Sainte Gemmes-sur-Loire ;
- M. Joël BIGOT et M. Laurent DAMOUR, représentants la Communauté d'Agglomération Angers Loire Métropole ;
- M. Gilles GROUSSARD et Mme Marie-Pierre MARTIN, représentants le conseil départemental de Maine-et-Loire ;

2° en qualité de représentants du personnel médical et non médical :

- M. Pascal GLOTIN, représentant de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- Dr François BONNAL et Dr Erwan QUEZEDE, représentants de la commission médicale d'établissement ;
- M. Benjamin LETANG et M. Jean-Jacques PEAUD, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalités qualifiées :

- Dr François LECHERTIER et Dr Jean-Paul LHUILLIER, personnalités qualifiées désignées par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé ;
- Mme Béatrix GUIET et Mme Maryse TESSON, représentants des usagers désignés par le Préfet de Maine-et-Loire ;
- M. Jacques BERNARD, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Maine-et-Loire ;

Il Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire,
- La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé,
- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique,
- Le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Maine et Loire.

ARTICLE 2 :

La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R 6143-12 du Code de la santé publique.

ARTICLE 3 :

Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – BP 24111 – 44041 Nantes cedex) dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la région des Pays de la Loire.

ARTICLE 4 :

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région des Pays de la Loire et au Recueil des actes administratifs du département de Maine et Loire.

Fait à Nantes, le 1^{er} juin 2015

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé
des Pays de la Loire


Cécile COURREGES



PREFET DE MAINE-ET-LOIRE

Direction Départementale des Territoires
Service Sécurité Routière et Gestion de Crise
Transport Ingénierie de Crise Sécurité Routière

SRGC/TICSR 2015-013

Arrêté portant réglementation de la circulation dans le cadre des travaux de protection anti-corrosion des poutrelles du PS 6.1 de l'échangeur 19 de Trélazé sur l'A87N.

Arrêté n° :

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de la Route ;
- VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par les lois n°82.623 du 22 juillet 1982 et n°83.1186 du 29 décembre 1983 ;
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié portant réglementation de la signalisation des routes et des autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 4ème partie -Signalisation de prescription - approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 et livre I - 8ème partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;
- VU l'arrêté préfectoral 2012118-0006 en date du 27 avril 2012 portant réglementation de police de circulation sur les autoroutes A11, A87N et A87 concédées à ASF dans la traversée du département de Maine-et-Loire ;
- VU l'arrêté préfectoral 2012325-0003 en date du 20 novembre 2012 portant réglementation d'exploitation sous chantier sur les autoroutes A11, A87N et A87 concédées à ASF dans la traversée du département de Maine-et-Loire,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013192-0010 du 11 juillet 2013, donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre BESSIN, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, modifié par l'arrêté n° 2015057-0003 du 26 février 2015,
- VU l'arrêté préfectoral DDT 49/SG/n°2015028-0001 du 27 février 2015 portant subdélégation de signature de Monsieur Pierre BESSIN, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, à Madame Isabelle SCHALLER, directrice départementale adjointe, aux chefs de service et à certains agents de la direction départementale des territoires,
- VU la circulaire n° 96-14 du 06 février 1996 relative à l'exploitation sous chantiers et en particulier son article 2.2 relatif aux chantiers non courants ;

VU la demande de la Société Autoroutes du Sud de la France en date du 07 mai 2015,

VU l'avis du Conseil Départemental de Maine-et-Loire en date du 13 mai 2015

VU l'avis de la ville d'Angers en date du 28 mai 2015

VU l'avis de la commune de des Ponts de Cé date du 11 mai 2015

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute ainsi que celle des agents de la Société des Autoroutes du Sud de la France et de l'entreprise en charge des travaux de protection anti-corrosion des poutrelles du PS 6.1 de l'échangeur 19 de Trélazé sur l'A87N.

ARRETE

Article 1

Afin de procéder aux travaux de protection anticorrosion des poutres du PS 6.1 sur l'A87N (à proximité de l'échangeur n°19 de Trélazé), les restrictions de circulation suivantes sont nécessaires :

Titre 1

Pendant les nuits du :

- Lundi 08 juin au vendredi 12 juin 2015 entre 21h00 et 5h30,

L'autoroute A87 dans le sens 2 en direction de Paris sera fermée à la circulation au niveau de l'échangeur n°19 (Trélazé).

La circulation sera déviée via la sortie n°19 (Trélazé) dans le sens 2 en direction de Paris, puis par la RD 117 jusqu'au giratoire des Perreyeux, pour retourner vers la bretelle d'entrée n° 19 en direction de Paris par la RD 117.

Titre 2

Pendant les nuits du :

- Lundi 15 juin au vendredi 19 juin 2015 entre 21h00 et 5h30,

L'autoroute A87 dans le sens 1 en direction de Cholet sera fermée à la circulation entre l'échangeur 18b (Angers Sud) et l'échangeur n°19 (Trélazé).

La circulation sera déviée via la sortie 18b dans le sens 1 en direction de Cholet, par le boulevard d'Estienne d'Orves, puis par le boulevard de Lattre de Tassigny, puis par la RD 260 et retour vers l'autoroute A87 où la direction Cholet sera retrouvée. Pour la direction Trélazé, la déviation sera assurée dans la continuité vers l'échangeur n°21 (Ponts de Cé) et demi-tour via la RD 4 puis retour sur A87 par la bretelle d'entrée n°21 en direction de Paris.

Article 2

La signalisation des travaux sur autoroute, suivant la réglementation en vigueur, sera mise en place et entretenue par la société ASF.

L'ensemble de la signalisation sera conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (signalisation de prescription et signalisation temporaire) approuvée par arrêtés interministériels du 7 juin 1977 modifié et du 6 novembre 1992 modifié.

Article 3

Dans le cas d'intempérie ou de la survenance d'un problème technique, les travaux pourront être reportés dans les mêmes conditions, en fonction du niveau de trafic après l'obtention des avis des gestionnaires impactés et validation par la DDT.

En cas de besoin, ils pourront donner lieu à la délivrance d'un nouvel arrêté par la DDT.

Article 4

L'interdistance entre deux chantiers dérogera aux prescriptions de l'arrêté permanent d'exploitation d'A87 rocade EST d'Angers par rapport aux chantiers sur les sections A11, A87 rocade Est d'Angers et A87 Mûrs-Erigné - Cholet.

Article 5

L'information des clients sera assurée par la société des Autoroutes du sud de la France par affichage sur panneaux à messages variables, annonce sur la radio autoroutière, communiqué de presse et pose de panneaux d'information pour les fermetures de bretelles 7 jours avant les travaux.

Article 6

La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Directeur Départemental des Territoires,

Le Commandant de Groupement de Gendarmerie du Département de Maine-et-Loire,

L'adjoint au sous-directeur de la Gestion du Réseau autoroutier Concédé (GRA),

Le Directeur Régional des Services de l'Exploitation Ouest-Atlantique de la Société des Autoroutes du Sud de la France,

Le Directeur de l'Entreprise,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information Routière de Rennes (CRICR), Monsieur le Directeur Départemental des Services Incendies et de Secours de Maine-et-Loire, SAMU, Monsieur le Président du Groupement Assistance Routière et de dépannage de Maine-et-Loire, Monsieur le Secrétaire Général du Syndicat des Transporteurs Routiers de Maine et Loire, au Président du Conseil Départemental de Maine-et-Loire, au Maire de la commune des Ponts de Cé, au Maire de la ville d'Angers.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Maine-et-Loire.

A Angers, le - 3 JUIN 2015

Pour le Préfet et par délégation,

Le directeur départemental des territoires,

Pour le directeur départemental des territoires et par subdélégation,

Le chef du service Sécurité Routière et Gestion de Crise

Denis BILCON



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHÉSION SOCIALE

Arrêté n° DDCS/PESS-MC-2015-0008

ARRÊTÉ
PORTANT ATTRIBUTION DE LA MÉDAILLE DE BRONZE
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Promotion du 14 juillet 2015

Le Préfet de Maine-et-Loire
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le décret du 1^{er} août 2012 portant nomination de Monsieur François BURDEYRON en qualité de Préfet de Maine-et-Loire ;
- VU le décret n° 2013-1191 du 18 décembre 2013 modifiant le décret n° 69-942 relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de jeunesse et des sports ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports ;
- VU l'instruction ministérielle du 10 novembre 1987 portant remaniement du contingent de médailles et déconcentration de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports ;
- VU l'instruction ministérielle CABINET/2014/18 du 20 janvier 2014 relative à la médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 88-4 du 3 février 1988 instituant la Commission départementale de la médaille de la jeunesse et des sports ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2013 portant renouvellement des membres de la commission départementale de la médaille de la jeunesse et des sports ;
- VU les avis émis par la commission départementale de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif dans sa séance du 13 mars 2015 ;
- SUR sur la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de cabinet ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif est décernée aux personnes résidant en Maine-et-Loire dont les noms suivent :

- Monsieur Robert BAUDOIN
né le 23 décembre 1968 à Châteaubriant domicilié à POUANCÉ (49)

- Monsieur Jean CHOUTEAU
né le 5 novembre 1954 à Les Cerqueux-sous-Passavant domicilié à LES PONTS-DE-CÉ (49)
- Madame Marina DAVY épouse BOURIGAULT
née le 31 décembre 1977 à Beaupréau domiciliée à LE FRESNE-SUR-LOIRE (49)
- Monsieur Cyril DEMY
né le 13 décembre 1971 à Cholet domicilié à CHAMPTOCÉ-SUR-LOIRE (49)
- Monsieur Henri DESHAIS
né le 25 mai 1940 à Vihiers domicilié à VAUCHRETIEN (49)
- Madame Marie-France DESPLANCHES épouse BONNEVILLE
née le 8 septembre 1947 à Châteauponsac domiciliée à SAINT-JEAN-DE-LINIERES (49)
- Madame Nathalie DORÉ épouse DENEUX
née le 6 octobre 1967 à Pouancé domiciliée à POUANCÉ
- Monsieur Pascal EVEN
né le 10 novembre 1958 à Angers domicilié à TRÉLAZÉ (49)
- Monsieur Gilles GAUGAIN
né le 22 mars 1952 à Chazé-Henry domicilié à POUANCÉ (49)
- Monsieur Dominique GERFAULT
né le 12 avril 1962 à Baugé-en-Anjou domicilié à JARZÉ (49)
- Monsieur Gilles GESLIN
né le 28 novembre 1961 à Nogent-le-Rotrou domicilié à BEAUCOUZÉ (49)
- Madame Anne GODET épouse FRESNEAU
née le 3 mars 1971 à Saumur domiciliée à SAUMUR (49)
- Monsieur Jean-Luc GUILLOIS
né le 10 août 1946 à Ingrandes-sur-Loire domicilié à INGRANDES-SUR-LOIRE (49)
- Monsieur Kaim HILARION
né le 9 octobre 1950 à Paris 14^e domicilié à VALANJOU (49)
- Madame Isabelle JAGUELIN épouse GUYOMARCH
née le 9 décembre 1979 à Angers domiciliée à ECOUFLANT (49)
- Madame Nadine LAURY épouse DIGUET
née le 28 mai 1959 à Thouars domiciliée à LES VERCHERS-SUR-LAYON (49)
- Madame Marie-Madeleine LOIZEAU épouse LEBRUN
née le 31 octobre 1962 à Doué-la-Fontaine domiciliée à COURCHAMPS (49)
- Monsieur Michel PROUTEAU
né le 19 février 1944 à Les Ponts-de-Cé domicilié à SAINT-MELAIN-SUR-AUBANCE (49)
- Monsieur Dominique PROVOST
né le 13 septembre 1949 à Nozay domicilié à SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU (49)

- Monsieur Vincent ROCHEREAU
né le 18 octobre 1980 à Saumur domicilié à DISTRÉ

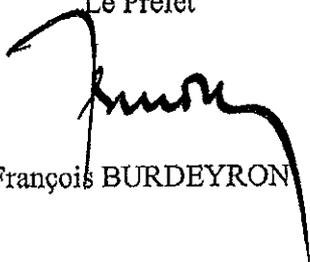
- Monsieur François ROY
né le 24 février 1949 à Paris 13^e domicilié à MONTREUIL-BELLAY (49)

- Monsieur Marc TERRIEN
né le 9 août 1964 à Chalonnes-sur-Loire domicilié à VERN D'ANJOU (49)

ARTICLE 2 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Maine-et-Loire.

Angers, le 11 MAI 2015

Le Préfet



François BURDEYRON



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHÉSION SOCIALE

Arrêté n° DDCS/PESS-MC/2015-0009

ARRÊTÉ
PORTANT ATTRIBUTION DE LA LETTRE DE FELICITATIONS
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Promotion du 14 juillet 2015

Le Préfet de Maine-et-Loire
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le décret du 1^{er} août 2012 portant nomination de Monsieur François BURDEYRON en qualité de Préfet de Maine-et-Loire ;
- VU le décret n° 2013-1191 du 18 décembre 2013 modifiant le décret n° 69-942 relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de jeunesse et des sports ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports ;
- VU l'instruction ministérielle du 10 novembre 1987 portant remaniement du contingent de médailles et déconcentration de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports ;
- VU l'instruction ministérielle CABINET/2014/18 du 20 janvier 2014 relative à la médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 88-4 du 3 février 1988 instituant la Commission départementale de la médaille de la jeunesse et des sports ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2013 portant renouvellement des membres de la commission départementale de la médaille de la jeunesse et des sports ;
- VU les avis émis par la commission départementale d'attribution de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif dans sa séance du 13 mars 2015 ;
- SUR sur la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de cabinet ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La lettre de Félicitations de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif est décernée aux personnes résidant en Maine-et-Loire dont les noms suivent :

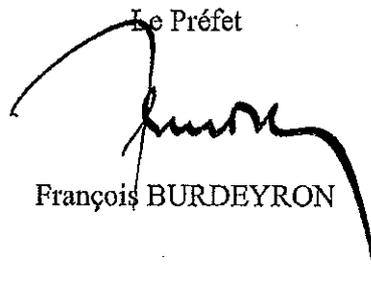
- Mademoiselle Sophie CESBRON
née le 13 décembre 1990 à Angers domiciliée à SAINT-LAMBERT-DU-LATTAY (49)

- Monsieur Frédéric CHAPEAU
né le 18 septembre 1987 à Angers domicilié à BRAIN-SUR-L'AUTHION (49)
- Monsieur Antoine CLAVREUIL
né le 15 avril 1990 à Angers domicilié à BRISSAC-QUINCÉ (49)
- Monsieur Lucas COUPEAU
né le 1^{er} novembre 1999 à Angers domicilié à CHAMPIGNÉ (49)
- Monsieur Nicolas CROSLAND
né le 23 octobre 1996 à Angers domicilié à CHATEAUNEUF-SUR-SARTHE (49)
- Monsieur Bastien HAMELIN
né le 2 mars 1997 à Angers domicilié à SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU (49)
- Mademoiselle Sandrine MAYET
née le 10 août 1994 à Angers domiciliée à ANGERS (49)
- Mademoiselle Audren NOGRAY
née le 22 octobre 1987 à Angers domiciliée à SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE (49)
- Monsieur Baptiste PICHAUD
né le 5 août 1991 à Angers domicilié à SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU (49)

ARTICLE 2 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Maine-et-Loire.

Angers, le 11 MAI 2015

Le Préfet



François BURDEYRON

N° 2015-02.NDA/NDPH

ARRÊTÉ

**NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS ET DE
L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPÉES – MODIFICATIF N° 2**

**LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE MAINE-ET-LOIRE**

**LE PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3221-9 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R.241-24 ;

Vu l'arrêté conjoint du Président du Département de Maine-et-Loire et du Préfet de Maine-et-Loire n° 2014282-0016 du 9 octobre 2014 renouvelant les membres de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;

Vu l'arrêté modificatif n° 1 pris conjointement par le Président du Conseil départemental de Maine-et-Loire et le Préfet de Maine-et-Loire n° 2015054-0025 du 23 février 2015 et portant sur la désignation de nouveaux représentants au titre des organismes d'assurance maladie et de prestations sociales ;

Vu les désignations par le Président du Conseil départemental de Maine-et-Loire en date du 27 avril 2015 des représentants titulaires et suppléants à la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services départementaux et de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1^{er} : Les dispositions de l'article 1^{er} - titre I de l'arrêté n° 2014 282-0016 du 9 octobre 2014 modifiées sont rédigées comme suit :

« ARTICLE 1^{er} » : Sont nommés membres de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées :

1. Au titre du Département de Maine-et-Loire :

- Madame Marie-Paule CHESNEAU, Conseillère départementale, titulaire ;
 - Madame Marie-Hélène CHOUTEAU, Conseillère départementale, suppléante ;
- Madame Maryvonne MARTIN, Conseillère départementale, titulaire ;
 - Madame Françoise DAMAS, Conseillère départementale, suppléante ;
- Madame Marie-Claude CATEL, Directrice générale adjointe chargée du développement social et de la solidarité ou son représentant ;
- Monsieur Franck BIDET, Directeur de l'autonomie ou son représentant.

8. Au titre des organismes gestionnaires d'établissements ou de services pour personnes handicapées :

Au lieu de lire :

- Monsieur Eric DUPREZ, Directeur des établissements APAHRC, titulaire,
 - Monsieur Jean RONCERAY ou Monsieur Michel FOUILLET ou Madame Isabelle RIPOCHE, administrateurs ASEA49, suppléants.

lire :

- Monsieur Eric DUPREZ, Directeur des établissements APAHRC, titulaire,
 - Monsieur Michel FOUILLET, Président de l'ASEA 49 ou Monsieur Jean RONCERAY, Secrétaire ASEA 49, suppléants. »

Le reste est sans changement.

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de l'arrêté susvisé demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Les membres sont nommés en remplacement de leurs prédécesseurs pour la durée du mandat qui reste à courir.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur général des services départementaux, Madame la Directrice générale adjointe chargée du développement social et de la solidarité et Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de Maine-et-Loire, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Maine-et-Loire et de la Préfecture.

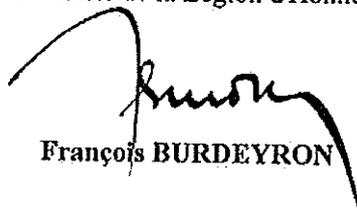
Angers, le 20 MAI 2015

Le Président du Conseil départemental
de Maine-et-Loire



Christian GILLET

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur



François BURDEYRON

II - AUTRES



Unité territoriale de Maine-et-Loire

Services à la personne
12, rue Papiou de la Verrie
CS 23607
49036 ANGERS CEDEX 1

Affaire suivie par : *Sylvie MORICHON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP521184838
N° SIRET : 52118483800022

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Maine-et-Loire le **27 avril 2015** avec une date d'effet au **22 avril 2015** par Monsieur Cédric MARCESCHE en qualité de Gérant, pour l'organisme BRIOLLAY JARDINS SERVICES dont le siège social est situé 19 bis route des Varennes 49125 BRIOLLAY et enregistré sous le N° SAP521184838 pour les activités suivantes :

- Petits travaux de jardinage

Cette activité est effectuée en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 28 avril 2015
P/Le Préfet du département de Maine-et-Loire
P/Le DIRECCTE
La directrice adjointe du travail

SIGNÉ

Agnès JOURDAN



Affaire suivie par : *Sylvie MORICHON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP530862473
N° SIRET : 53086247300028

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Maine-et-Loire le 29 avril 2015 par Monsieur Ronan GRIFFON en qualité de responsable, pour l'organisme GRIFFON RONAN dont le siège social est situé 10 la Cholière 49600 GESTE et enregistré sous le N° SAP530862473 pour les activités suivantes :

- Petits travaux de jardinage

Cette activité est effectuée en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

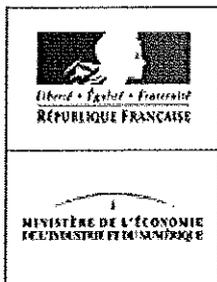
L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 30 avril 2015
P/Le Préfet du département de Maine-et-Loire
P/Le DIRECCTE
La directrice adjointe du travail

SIGNÉ

Agnès JOURDAN



Affaire suivie par : *Sylvie MORICHON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP521867234
N° SIRET : 52186723400010

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Maine-et-Loire le 5 mai 2015 par Monsieur Sébastien COURAULT en qualité de Gérant, pour l'organisme COURAULT SEBASTIEN, nom commercial « SCS MULTISERVICES » dont le siège social est situé Le Pêcher 49140 SERMAISE et enregistré sous le N° SAP521867234 pour les activités suivantes :

- Maintenance et vigilance de résidence
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire. Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 5 mai 2015

P/Le Préfet du département de Maine-et-Loire
P/Le DIRECCTE
La directrice adjointe du travail

SIGNÉ

Agnès JOURDAN



Affaire suivie par : *Sylvie MORICHON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

**DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP521272047
N° SIRET : 52127204700015**

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Maine-et-Loire le 4 mai 2015 par Monsieur Samuel PINEAU en qualité de Gérant, pour l'organisme PINEAU Samuel dont le siège social est situé 11 rue du Paradis 49360 MAULEVRIER et enregistré sous le N° SAP521272047 pour l'activité suivante :

- Petits travaux de jardinage

Cette activité est effectuée en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 5 mai 2015

P/Le Préfet du département de Maine-et-Loire
P/Le DIRECCTE
La directrice adjointe du travail

SIGNÉ

Agnès JOURDAN



Affaire suivie par : *Sylvie MORICHON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP808779938
N° SIRET : 80877993800022

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Maine-et-Loire le 27 avril 2015 par Monsieur Tom GOLEBIEWSKI en qualité de responsable, pour l'organisme GOLEBIEWSKI TOM dont le siège social est situé 26 rue Alexandre Turpault 49300 CHOLET et enregistré sous le N° SAP808779938 pour l'activité suivante :

- Cours particuliers à domicile

Cette activité est effectuée en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

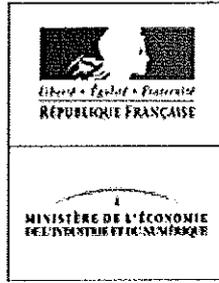
Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 7 mai 2015

P/Le Préfet du département de Maine-et-Loire
P/Le DIRECCTE
La directrice adjointe du travail

SIGNÉ

Agnès JOURDAN



Affaire suivie par : *Sylvie MORICHON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

**DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° N° SAP811158617
N° SIRET : 81115861700019**

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Maine-et-Loire le 7 mai 2015 par Monsieur Claude CHERBONNIER en qualité de Gérant, pour la SARL AS DOMICILE SERVICE dont le siège social est situé 10 RUE DE SABLE 49300 CHOLET et enregistré sous le N° SAP811158617 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 18 mai 2015

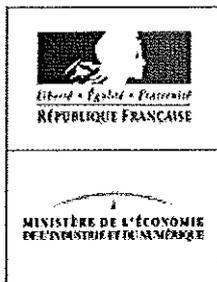
P/Le Préfet du département de Maine-et-Loire

P/Le DIRECCTE

Le Directeur adjoint du travail

SIGNÉ

Bruno JOURDAN



Affaire suivie par : *Sylvie GUENON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP793098799
N° SIRET : 79309879900018

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constate

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Maine-et-Loire le 22 mai 2015 par Monsieur Fabien PILON en qualité de responsable, pour l'organisme PILON FABIEN, nom commercial « PASSIFLORA » dont le siège social est situé 32 bis rue Albert Camus 49460 MONTREUIL JUIGNE et enregistré sous le N° SAP793098799 pour les activités suivantes :

- Petits travaux de jardinage

Cette activité est effectuée en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 22 mai 2015

P/Le Préfet du département de Maine-et-Loire
P/Le DIRECCTE
Le directeur adjoint du travail

SIGNÉ

Bruno JOURDAN

Unité territoriale de Maine-et-Loire

Services à la personne
12, rue Papiou de la Verrie
CS 23607
49036 ANGERS CEDEX 1

Affaire suivie par : *Sylvie MORICHON*

Téléphone : 02 41 54 53 98

PREFET DE MAINE ET LOIRE

DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Territoriale de Maine-et-Loire

Récépissé modificatif de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP532643707
N° SIRET : 53264370700021

et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Maine-et-Loire

Constata

Qu'une modification dans l'enregistrement de la déclaration d'activités de services à la personne délivré par la DIRECCTE - Unité territoriale de Maine-et-Loire le 13 novembre 2014 à Madame Isabelle VOLTZENLOGEL, en qualité de gérante de l'organisme **PRESTACOURS**, a été signalée. Le récépissé de déclaration enregistré sous le n° SAP/532643707 est modifié comme suit :

A compter du 21 avril 2015, le siège social de l'organisme **PRESTACOURS** se situe au **14 rue Marcelin Berthelot - 49000 ANGERS**.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Garde enfant + 3 ans à domicile
- Accompagnement / déplacement enfants + 3 ans
- Soutien scolaire à domicile
- Cours particuliers à domicile

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angers, le 22 mai 2015

P/Le Préfet du département de Maine et Loire
P/Le DIRECCTE
Le Directeur adjoint du travail

SIGNÉ

Bruno JOURDAN